



Habib Ayeb

L'urgence d'une politique de souveraineté alimentaire

A LA UNE

FMI et les pressions exercées sur les autorités tunisiennes

INTERVIEW

Ministre de l'Industrie
Quel impact de la guerre en Ukraine sur le secteur industriel tunisien?

SECTEURS

Industrie pharmaceutique
SAIPH renforce la position de la Tunisie sur les marchés africains

CULTURE

Ali Riahi à la Cité de la Culture



HORS-SÉRIE

ÉPARGNE & PLACEMENTS

EN TUNISIE



SUPPLÉMENT



WMC Editions Numériques

Société éditrice : IMG sa

ADRESSE :

Rue Lac Victoria-Rés.Flamingo

les Berges du Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 775

(+216) 71 962 617

(+216) 21 18 18 18

(+216) 20 313 314

(+216) 55 313 314

Fax : (+216) 71 962 429

Email : img@planet.tn

www.webmanagercenter.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Hechmi AMMAR

RÉDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali

Talal Bahoury

RÉDACTION

Moncef Mahroug

Ali Driss

Khmaies krimi

Hajer Krimi

Amani ibrahimi

Sarra Boudali

Aroua Ben Zaied

PHOTOS

Anis MILI

DESIGN INFOGRAPHIE

Hynd GAFSI

Hela AMMAR

DIRECTION COMMERCIALE

Meryem BEN NASR

ADMINISTRATION

Raja Bsaies

Walid Zanouni

FINANCE

Mohamed El Ayed

Prix : 3 Dinars

Abonnement annuel : 120 Dinars

(inclus 2 mois gratuits)

CopyRight

Internet Management Groupe - IMG

WEBMANAGERCENTER

Le mag

Hebdomadaire n°100 du 05 Mai 2022



Habib Ayeb :

L'urgence d'une politique de souveraineté alimentaire

Habib Ayeb, géographe, chercheur et membre fondateur de l'Observatoire de la Souveraineté Alimentaire et de l'Environnement (OSAE), souligne, la nécessité de mettre en place une politique de souveraineté alimentaire, reposant sur un changement radical de paradigme.



FMI et les pressions exercées sur les autorités tunisiennes

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a publié, fin février 2021, les résultats de sa consultation au titre de l'article IV avec la Tunisie dressant un bilan de l'impact de la pandémie en Tunisie et évaluant la réponse apportée par le gouvernement.



Quel impact de la guerre en Ukraine sur le secteur industriel tunisien?

La Tunisie devrait penser à des alternatives pour réduire sa dépendance énergétique et assurer un approvisionnement régulier du marché local.



BCT :

Émission de deux nouveaux billets de 50 D et de 5 D

La Banque centrale de Tunisie mettra en circulation, à compter de jeudi 28 avril 2022, deux nouveaux billets de banque tunisiens de cinquante dinars (type 2022) et de cinq dinars (type 2022) ayant cours légal et pouvoir libérateur.



BOURSE



AFRIQUE



ACTUALITÉS



IDÉES & DÉBATS



SPORT



Industrie pharmaceutique :

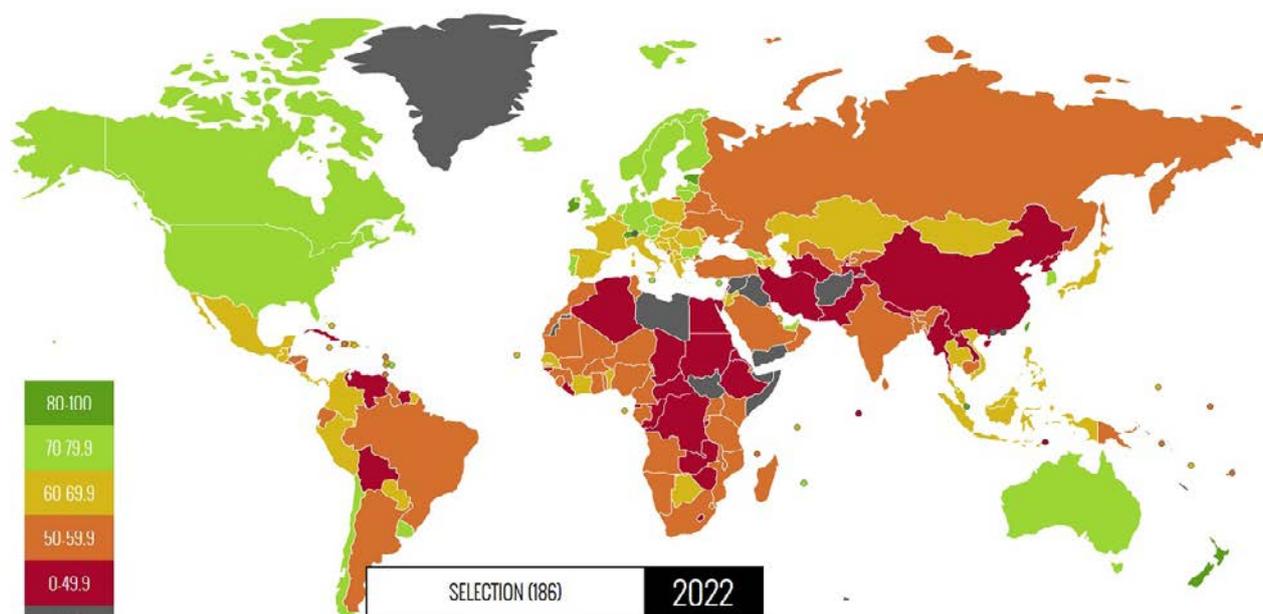
SAIPH renforce la position de la Tunisie sur les marchés africains

La Société arabe des industries pharmaceutiques (SAIPH), sise à Oudhna (gouvernorat de Ben Arous), a inauguré une nouvelle unité de fabrication des médicaments en son sein, et ce vendredi 29 avril 2022.



Ali Riahi à la Cité de la Culture

Après plus de 50 ans depuis son décès, le célèbre chanteur feu Ali Riahi, continue de surprendre encore ses fans et cette fois avec une statue en cire qui est érigée en sa mémoire et qui a pris place au beau milieu du Théâtre de l'Opéra de la Cité de la Culture, Chedli Klibi.



Economic freedom Index

La Tunisie dans le bas du tableau

Dans l'édition 2022 de l'Indice de liberté économique qui vient d'être publiée par « The Heritage Foundation », think tank et lobby conservateur américain basé à Washington, la Tunisie, avec 54,2 points sur 100, se classe au 128ème rang mondial sur un total de 177 pays listés.

Ce rapport montre que l'économie tunisienne reste dans les rangs des économies principalement non-libres, et ce depuis plus d'une décennie.

La Tunisie, qui perd 9 places par rapport à son classement en

2021, est devancée sur le plan maghrébin par le Maroc (97ème) et la Mauritanie (119ème). Mais elle fait mieux que l'Algérie (167ème).

Les critères de l'indice de liberté économique

L'Economic freedom Index adopte une vision globale du principe de la liberté économique qui est calculé et analysé sur la base de 12 facteurs regroupés dans 4 piliers.

- L'Etat de droit qui renferme le droit de propriété, l'efficacité judiciaire et l'intégrité du

gouvernement.

- La qualité de la gouvernance saisie à travers le poids de la fiscalité, les dépenses publiques et la santé budgétaire.
- L'efficacité réglementaire composée de la liberté des entreprises, la liberté du travail et liberté monétaire.
- L'ouverture du marché à travers la liberté commerciale, la liberté d'investissement et la liberté financière.

Concernant le premier levier, le rapport estime, pour le cas de la Tunisie, que la protection des droits de propriété n'est pas assurée. Elle serait fortement exposée à la corruption, tandis que la transparence des titres de propriété demeure très faible.

Le non-enregistrement des terres domaniales pose problème

Le rapport épingle les vastes terres domaniales qui s'étendent sur plus de 500 000 mètres carrés, et s'interroge sur l'inexistence de titres de propriété les concernant.

Pour Heritage Foundation, une telle situation risque de générer des conflits claniques pour l'appropriation de ces terres. Il fait apparemment allusion ici aux affrontements violents qui ont lieu, de temps en temps, au sud du pays, particulièrement celui qui a mis face à face, en décembre 2020, deux groupes tribaux, les Haouaya et les Mrazig, pour le contrôle de terres autour d'un point d'eau Aïn Skhouna (la « source chaude »), situé aux confins de leurs territoires traditionnels.

A propos de l'intégrité du gouvernement, le rapport relève qu'en dépit de quelques progrès accomplis en matière de lutte contre la corruption, cette dernière continue à gangrener la

plupart des secteurs du pays.

Une pression fiscale proche de celle des pays de l'OCDE

S'agissant du 2ème levier relatif à la qualité de la gouvernance saisie à travers le poids de la fiscalité, les dépenses publiques et la santé budgétaire, le rapport met l'accent sur la forte pression fiscale qui représenterait 32,1% du PIB (soit un taux très proche des pays de l'OCDE) contre un taux de 20 à 25% déclaré officiellement.

Walid Ben Salah, actuel président de l'Ordre des experts-comptables a parlé à maintes reprises de cet écart. Il l'explique par le fait que les gouvernants tunisiens calculent le taux de pression fiscale uniquement sur la base des recettes fiscales et omettent d'autres impositions obligatoires. Il cite entre autres les pressions qui proviennent de la fiscalité locale et sociale (contribution aux Caisses de sécurité sociale...).

Au sujet du 3ème pilier portant sur l'efficacité réglementaire composée de la liberté des entreprises, la liberté du travail et la liberté monétaire, le rapport déplore l'imparité ou la non-parité entre hommes et femmes dans le monde du travail. Le rapport indique que 74% des forces actives du pays sont des hommes.

L'IDE reste faible dans le pays

Last and not least, s'agissant du 4ème pilier traitant de l'ouverture du marché (liberté commerciale, liberté d'investissement, liberté financière), le rapport fait remarquer qu'en dépit du fait que la Tunisie dispose de plusieurs accords de libre-échange préférentiels et en dépit du fait que les droits de douane ne représentent que 10% environ du volume global du commerce, et en dépit des efforts déployés pour attirer des investissements directs étrangers (IDE), le volume de ce type d'investissement demeure faible.

Heritage Foundation explique cette situation par trois facteurs : la lourde bureaucratie qui prévaut dans le pays, l'absence de volonté politique et la fragilité du secteur financier.

Au rayon des perspectives, le rapport prend acte des projets de réformes qui permettraient à la Tunisie de rattraper le groupe des "économies modérément libres". Il s'agit des réformes projetées dans les domaines de la fiscalité, de développement des énergies vertes et de restructuration des entreprises publiques.

A bon entendeur.

Abou SARRA



Habib Ayeb

L'urgence d'une politique de souveraineté alimentaire

Face aux risques de la dépendance alimentaire mis en avant par la guerre russo-ukrainienne, Habib Ayeb, géographe, chercheur et membre fondateur de l'Observatoire de la Souveraineté Alimentaire et de l'Environnement (OSAE), souligne, dans un article publié récemment, par l'observatoire, la nécessité de mettre en place une politique de souveraineté alimentaire, reposant sur un changement radical de paradigme.

Pour réussir la mise en place de cette politique, Ayeb, propose, à titre de mesures urgentes, de déclarer immédiatement, l'état

d'urgence alimentaire, d'inciter, dès aujourd'hui et par tous les moyens possibles, l'ensemble des producteurs agricoles du pays à s'orienter vers la production de céréales et de suspendre pendant un certain temps, toutes les importations de produits agricoles non alimentaires, afin de réserver les ressources financières disponibles à l'acquisition des produits alimentaires indispensables, dont les céréales.

Mesures à moyen et long termes

A moyen et long termes, l'auteur de l'article propose de réduire

drastiquement, les exportations des produits agricoles issus de l'agriculture irriguée, afin de préserver les ressources hydrauliques au profit des productions alimentaires " nationales ". Pour cela, plusieurs outils peuvent/doivent être mobilisés : incitations et compensations, taxes douanières, infrastructures de stockage et de transport.

Il préconise également, de transférer les budgets réservés actuellement, à l'aide aux exportations agricoles, au profit des petits paysans dans le cadre d'accords individuels (familles paysannes), en liant



Billets et monnaies en circulation

Les billets et monnaies en circulation ont enregistré un accroissement de 9,4%, pour atteindre 17.232,5 millions de dinars (MD), en 2021, contre 15.749,4 MD en 2020, avec une part prépondérante des billets (97,5%), c'est ce qui ressort des états financiers et Rapport des Commissaires aux Comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 «, publié par la Banque Centrale de Tunisie (BCT).

Toutefois, la BCT a fait état d'une décélération du taux d'accroissement de la circulation fiduciaire qui s'est établi à 9,4% pour la période entre fin 2020 et fin 2021, contre 16,6% pour la période entre fin 2019 et fin 2020.

d'envergure mondiale pour agir. Il en va de notre souveraineté politique et des droits de l'ensemble de la population et des générations futures à une vie digne ".

les financements à la qualité et au volume de production des produits alimentaires destinés au marché local et aux pratiques de protection des ressources naturelles (la terre et l'eau) et de la biodiversité.

Ayeb appelle, par ailleurs, à réduire les élevages intensifs, grands consommateurs d'intrants et de céréales, souvent importés et à interdire les élevages en stabulations fixes ; ainsi qu'à mettre en place une réforme agraire qui fixe une taille minimale et un plafond des propriétés agricoles en fonction de la qualité des sols, de la pluviométrie moyenne locale et de la disponibilité d'eaux souterraines mobilisables. Une telle réforme peut être mise en place, après études et débats, sur une période de cinq à dix ans.

Etablir l'égalité de l'héritage foncier entre les hommes et les femmes

Parmi les propositions formulées par le chercheur figurent aussi, celles d'établir l'égalité de l'héritage foncier entre les hommes et les femmes dans le respect de la taille minimale des propriétés ; de redistribuer rapidement, les terres agricoles de l'Etat au profit des petits paysans, des enfants de paysans, des chômeurs avec obligation de formation préalable, des jeunes ayant une formation agricole

et de favoriser les pratiques de l'agro-écologie : engrais et pesticides non chimiques, semences locales, diversification des cultures, élevages extensifs et pastoralisme, méthodes traditionnelles de stockage... et circuits courts.

Le chercheur plaide, en outre, pour l'adoption rapide de la règle du " pollueur-payeur " dans l'agriculture, la limitation des subventions des produits alimentaires exclusivement aux productions nationales, l'amélioration radicale des conditions du travail agricole salarié (contrats, salaires minimums garantis, temps de travail, transports, sécurité sociale,...), l'annulation, dans un délai raisonnable, de tous les accords de libre échange avec l'Europe et les autres puissances économiques et exiger des renégociations, en fixant aux négociateurs tunisiens des lignes rouges infranchissables et le développement d'échanges égaux avec des partenaires du grand Sud, en commençant par les pays nord-africains et sub-sahariens.

Et de conclure " il a fallu une guerre (Russie-Ukraine) pour qu'une conscience collective des risques de la dépendance alimentaire commence à se développer en Tunisie. Soyons à la hauteur et n'attendons pas une prochaine grande crise



FMI et les pressions exercées sur les autorités tunisiennes

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a publié, fin février 2021, les résultats de sa consultation au titre de l'article IV avec la Tunisie dressant un bilan de l'impact de la pandémie en Tunisie et évaluant la réponse apportée par le gouvernement.

On peut lire dans ce rapport que, selon des estimations, le PIB réel s'est contracté de 8,2% en 2020, enregistrant ainsi le ralentissement économique le plus important depuis que le pays est devenu indépendant.

De plus, le FMI attire l'attention sur le déficit budgétaire et la dette publique qui ont augmenté

en 2020 en identifiant les « responsables » : la masse salariale du secteur public, dont les récentes embauches dans le secteur de la santé pour faire face à la pandémie de Covid-19 et les subventions énergétiques.

Les administrateurs notent aussi que « la dette publique de la Tunisie deviendrait insoutenable à moins que ne soit adopté un programme de réforme solide, crédible et bénéficiant d'un soutien étendu ».

Ce programme viserait principalement la restructuration des entreprises publiques afin de réduire leur masse salariale, tout en favorisant le secteur privé

pour augmenter la croissance et rendre l'activité économique plus riche en emplois.

Ainsi, le message est clair: « la Tunisie doit mettre en place les réformes attendues par le FMI en commençant par les entreprises publiques et les subventions ».

La Banque mondiale (BM) a également adopté le même positionnement, cette dernière « ne donnera pas de prêt à la Tunisie sans les réformes déjà mentionnées », selon Ferid Belhaj, vice-président de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. A cette position commune de la part des deux institutions,

l'agence de notation Moody's réduit davantage la marge de manœuvre du gouvernement en baissant la notation de la Tunisie de B2 à B3 et en maintenant les perspectives de cette notation à « négatives », resserrant ainsi les opportunités d'avoir des prêts à taux d'intérêt convenables alors que le ministère des finances avait prévu dans sa loi de finances 2021 de mettre en place une levée de fond pour l'équivalent de 6,5 milliards de dinars sur les marchés financiers internationaux.

Par ailleurs, la révision des perspectives négatives et le changement de notation sont liés à la conclusion d'un accord avec le FMI, sans lequel la Tunisie pourra difficilement lever des fonds sur les marchés financiers internationaux.

Selon l'agence Moody's, l'abaissement de la note est alors lié au manque de prévisibilité des institutions et des actions du gouvernement, altérées par une forte présence du secteur public. Suite à cette succession de pressions, l'ancien ministre des finances Ali Kooli, a confirmé la nécessité de recourir au FMI au début du mois de mars de cette année en annonçant qu'« avoir un prêt du FMI donnera plus de crédibilité à la Tunisie sur les marchés financiers même s'il ne couvre pas tous les besoins ».

En effet, depuis l'alignement et la coordination des bailleurs de fond dans leur action, l'abandon d'un bailleur de fond majeur tel que le FMI ou la BM peut signifier l'arrêt des financements d'autres bailleurs multilatéraux.

Ainsi, « un programme de réformes est déjà établi par le gouvernement sans attendre les propositions du FMI » comme insiste à le dire le ministre des finances. En parallèle, l'ancien chef du gouvernement a accéléré la signature d'un accord avec l'UGTT et avec l'UTAP pour mettre en place des réformes stratégiques pour « la promotion de l'économie tunisienne » et pour « former un consensus autour des principales priorités de réformes, qui sera un argument de persuasion face aux partenaires étrangers et aux bailleurs internationaux dans la mobilisation de fonds pour notre pays », répondant ainsi à la première conditionnalité du FMI mentionnée dans le rapport des consultations de 2021 au titre de l'article IV avec la Tunisie pour mettre en place un « dialogue national sur les réformes » qui facilitera la mise en place, sans entraves par la société civile, des réformes demandées.

Par ailleurs, la restructuration des entreprises publiques semble annoncer une éventuelle privatisation. Selon le Vice-Président de la Banque Mondiale

pour la région Moyen Orient et Afrique du Nord, Ferid Belhaj, « les entreprises publiques doivent être compétitives, sinon il faudra les vendre en espérant que le privé veuille bien les acheter ». Ainsi, le plan de sauvetage vise à diminuer le poids du secteur public en privatisant certaines entreprises publiques, conditionnalités classiques du FMI.

En effet, au milieu des années 1980, la privatisation des entreprises publiques a été entamée en Tunisie, notamment avec l'entrée en vigueur du premier plan d'ajustement structurel en 1986 lié à l'accord de confirmation avec le FMI de la même année. Ainsi, en Tunisie, comme dans le reste des pays du Sud, la privatisation a été l'un des principaux piliers des programmes d'ajustements structurels du FMI, présentée comme étant la solution ultime pour redresser les déséquilibres économiques et financiers.

Ce processus de privatisation a connu un rythme plus rapide en Tunisie durant les années 90, surtout après la conclusion de l'accord d'association avec l'Union européenne en 1995, avec une vitesse égale à la privatisation de 15 entreprises par an.

Entre 1987 et 2010, 250 entreprises publiques ont

été privatisées. En 2016, le gouvernement de l'époque s'est engagé auprès du FMI à poursuivre le programme de restructuration des institutions publiques¹⁶ concernant la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG), la Société tunisienne des industries de raffinage (STIR), l'Office des céréales, Tunisair et la Régie Nationale du Tabac et des Allumettes (RNTA).

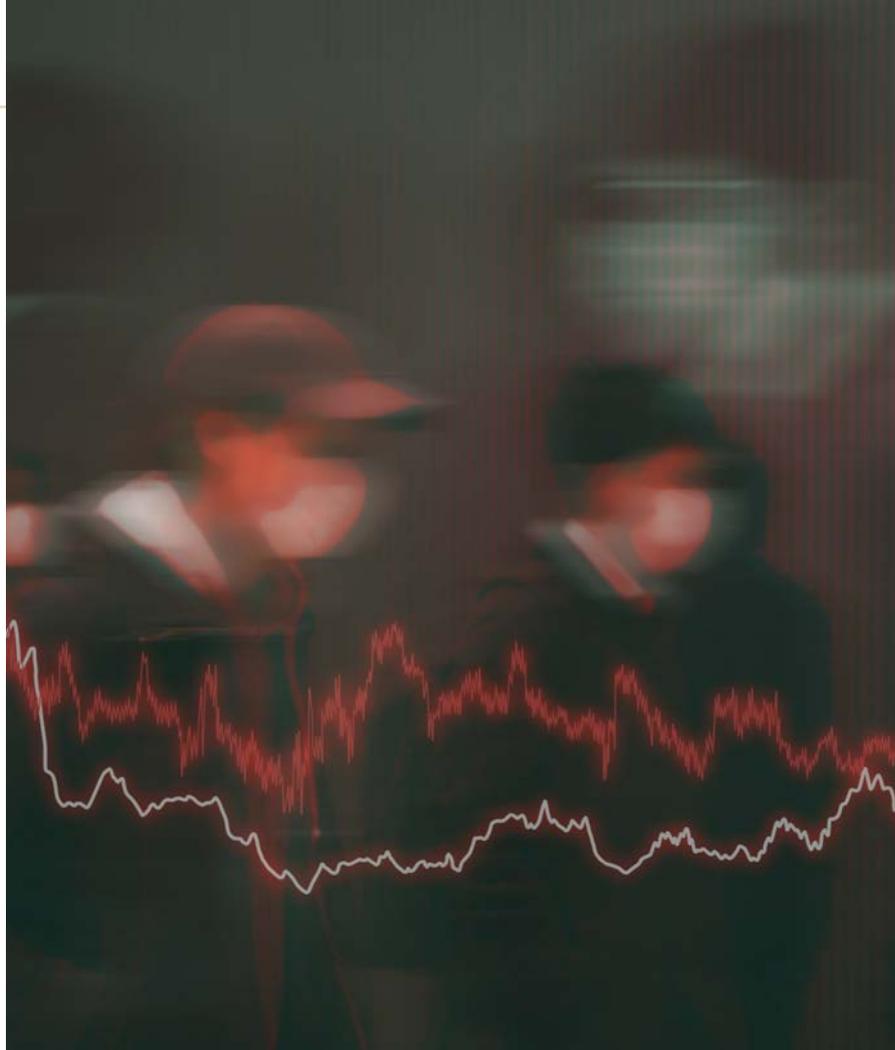
Ainsi, le programme dit de « restructuration des institutions publiques » n'est en fait qu'une étape d'un processus qui a commencé depuis les années 90 et dont l'objectif est de diminuer le rôle de l'Etat.

Source : Observatoire Tunisien de l'Economie

Auteurs :

Imen Louati, PhD, Reseach Officer Community Field Coordinator, et Chafik Ben Rouine, Head of Statistics & Quantitative Research, se proposent, dans ce briefing paper, de présenter une évaluation de l'une de ces réformes entamées depuis 2016, à savoir la dévaluation du dinar tunisien.

Et cette dévaluation a eu un impact significatif sur les réserves en devises, le déficit commercial, le service de la dette, l'inflation et les entreprises publiques.



FMI et l'impact de la dévaluation du dinar

L'ancien ministre des Finances, Ali Kooli, a récemment déclaré que « Les choses vont s'améliorer en Tunisie parce que ce gouvernement a décidé d'agir », et que « certaines de ces actions ne sont pas faciles à prendre mais finiront par changer l'économie en profondeur », sans donner de détails. « Nous en verrons les fruits dans très peu de semaines ».

En effet, le président du

gouvernement de l'époque, Hichem Mechichi, a renouvelé les promesses faites par les précédents Premiers ministres de réduire les dépenses de subvention, de privatiser certaines entreprises publiques « non essentielles » et de fournir davantage de financements aux jeunes entrepreneurs tunisiens, conditions exigées par le FMI pour la négociation d'un prêt qui comblera le déficit budgétaire prévu dans la loi de finance de 2021.

Les négociations en cours avec le FMI portent sur la négociation d'un troisième accord avec le FMI depuis la révolution tunisienne. En effet, en 2012, le ministre des Finances de l'époque, Elyès Fakhfakh, avait répondu favorablement aux conditionnalités du FMI pour une assistance financière qui lui avait été accordé le 7 juin 2013, sous la forme d'un accord de confirmation.

En 2016, le gouvernement de l'époque avait sollicité une deuxième assistance financière du FMI qui a été accordée le 20 mai de la même année, sous la forme d'un mécanisme élargi de crédit. Ce financement portait sur un montant équivalent à 2,9 milliards de dollars, en contrepartie d'un « programme de réformes économiques et financières », à savoir un Plan d'ajustement structurel (PAS).

Le gouvernement avait entamé les conditionnalités douloureuses demandées, dont l'adoption par le Parlement de la loi sur l'indépendance de la Banque centrale, de la loi bancaire et de la loi sur les faillites en avril 2016, en tant qu'actions préalables exigées par le FMI, avant de négocier l'accord.

Par la suite, le FMI a continué à conditionner les versements des tranches en contrepartie de l'implémentation des réformes,

dont les trois conditionnalités phares : la réforme du climat des affaires, la politique de change, les subventions alimentaires.

Ainsi, le « programme de réformes économiques et financières », présenté par le gouvernement de l'époque, n'est pas sans rappeler certaines des conditionnalités requises dans le cadre de l'accord de 2016, exigées par le FMI mais pour lesquelles des réticences de la part des autorités tunisiennes ont entraîné une suspension ou un retard dans l'implémentation.

Source : Observatoire Tunisien de l'Economie

Auteurs :

Imen Louati, PhD, Reseach Officer Community Field Coordinator, et Chafik Ben Rouine, Head of Statistics & Quantitative Research, se proposent, dans ce briefing paper, de présenter une évaluation de l'une de ces réformes entamées depuis 2016, à savoir la dévaluation du dinar tunisien.

Et cette dévaluation a eu un impact significatif sur les réserves en devises, le déficit commercial, le service de la dette, l'inflation et les entreprises publiques.



AUDIENCE WMC PORTAIL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



Le monde change ... pas les réformes demandées par le FMI

Le monde a connu depuis le début de la pandémie de Covid-19 une crise socio-économique profonde sans précédent. Nombreux pays, comme la Tunisie, continuent de lutter pour surmonter les désastres, pertes humaines et la récession économique causés par la pandémie.

En effet, partout dans le monde, les pays sont en train de mettre en place des plans de sauvetage, des mesures exceptionnelles de soutien aux secteurs économiques, à augmenter les

dépenses des secteurs sociaux et de réduire les impacts sur leurs économies des effets des vagues successives et des confinements subis par les populations. S'ajoutent à la crise sanitaire et économique, une instabilité politique sans précédent en Tunisie qui ne fait qu'exacerber la crise de l'époque le que traverse le pays.

Dans ce contexte, un changement de rhétorique des institutions financières internationales, à savoir le FMI et la BM, a été

observé à la suite de la révolution tunisienne en 2011, mais aussi suite à la pandémie de Covid-19. En effet, le FMI et la BM recommandaient aux pays d'emprunter massivement pendant la pandémie pour répondre à la crise sanitaire et augmenter les dépenses publiques nécessaires à atténuer les conséquences de la crise socio-économique.

Cependant, l'approche et les conditionnalités des prêts reste inchangées. Le maintien



des conditionnalités et Plan d'ajustement structurel ont été confirmés lors de la conférence de presse du 19 janvier 2021 présentant les priorités du FMI en 2021, durant laquelle le FMI a clairement indiqué que le financement d'urgence ne seront plus prioritaires et que le soutien aux pays se fera au niveau politique afin de leur permettre de procéder à une transformation économique, impliquant des programmes d'ajustement économique.

Ainsi, l'histoire se répète pour la Tunisie : le FMI et la BM se coordonnent et travaillent de concert encore une fois afin de continuer la dérégulation et la libéralisation de l'économie tunisienne entreprise depuis 1986, face à des gouvernements successifs de plus en plus fragilisés et n'ayant pas de véritable vision pour le pays.

En effet, la Tunisie s'est dirigée vers le FMI à deux moments clé de son histoire avec un premier prêt qui a engendré le programme d'ajustement structurel de 1986 à 1992 et le second a engendré un programme couvrant la période de 2013 à 2020.

Ces deux périodes ont coïncidé avec des programmes financés par la BM qui ont jeté les bases d'une restructuration législative, réglementaire et économique, aboutissant à une situation

économique d'austérité dont les coûts ont été portés au détriment du bien-être des tunisiens.

En effet, alors que le FMI et la BM présentaient la Tunisie comme une exception, la Tunisie subissait les mesures d'austérité imposées sous la dictature avec les conditionnalités qui ont obligé la Tunisie à libéraliser davantage son commerce, à réduire le déficit du secteur public en diminuant les subventions, à attirer les investissements étrangers, à libéraliser les prix de manière plus générale, à augmenter les taux d'intérêt, à réduire les restrictions à l'importation et à dévaluer de manière significative le dinar tunisien.

Ainsi, les prêts des IFI et leurs conditionnalités s'inscrivent dans la continuité et visent à approfondir davantage la restructuration néolibérale de l'économie tunisienne préconisant la réduction de la masse salariale, la suppression des subventions, la privatisation des entreprises publiques, accorder la priorité aux investissements du type les partenariats publics privés et la diminution du rôle de l'Etat dans son rôle de régulateur, la diminution des dépenses, ainsi que la préservation de la libéralisation du compte de capital et de la flexibilité du taux de change.

Nomination

Le 17 mars 2022, la compagnie TotalEnergies a nommé Mutaz NAZZAL en tant que nouveau directeur général de TotalEnergies Marketing Tunisie. Il succède ainsi à Abdesslam RHNIMI lequel est appelé à de nouvelles fonctions au sein de la compagnie TotalEnergies.

Titulaire d'une maîtrise en sciences et génie mécanique et aérospatiale de l'Université du Missouri à Kansas City aux Etats-Unis, et ayant obtenu le Prix de l'Excellence des diplômés, Mutaz NAZZA est de nationalité jordanienne.

Il a débuté sa carrière aux Etats-Unis en tant qu'assistant d'enseignement et de recherche au sein du département de génie mécanique et aérospatial de l'Université du Missouri.

Après une expérience riche à l'international sur les continents asiatique, africain et américain, notamment en Arabie Saoudite, aux Etats-Unis et en Jordanie, où il intègre la compagnie TotalEnergies en 2008 en tant que directeur des opérations chargé de l'ingénierie, la logistique, la maintenance, le Supply et le HSE, sa carrière se poursuit au sein de la compagnie en tant que responsable du développement réseau



FMI et les conséquences de la dévaluation du dinar

La flexibilité du taux de change est le régime recommandé par le FMI. En Tunisie, le changement de régime de change a été imposé par le FMI comme une mesure structurelle dans sa première lettre d'intention en mai 2013, avec l'abandon de la fixation du taux de change via un panier de devises en faveur d'un taux de change flexible.

Or, il fut un temps où la Banque centrale de Tunisie (BCT) « avait pour mission générale de défendre la valeur de la monnaie et de veiller à sa stabilité » en optant à l'époque pour un régime

de change encadré afin d'ajuster la valeur du dinar par rapport à l'euro principalement et du dollar ce qui donnait un pouvoir discrétionnaire très fort à la BCT stabiliser au mieux le dinar. Ce rôle a changé depuis 2016.

En effet, suite à l'exigence du FMI, dans le cadre des conditionnalités préalables à l'accord au titre du mécanisme élargi de crédit en 2016, pour que la BCT libère totalement le flux de capitaux et plus particulièrement les sorties de capitaux à court terme, celle-ci s'est vu obligé d'abandonner sa politique de change encadrée et

de céder la maîtrise du taux de change du dinar aux forces du marché. Dès le vote de la loi sur l'indépendance de la BCT en avril 2016, le taux de change entre le dinar tunisien et le dollar a chuté. Le FMI, tout au long des revues dans le cadre du prêt de 2016, a imposé à maintes reprises la dévaluation du dinar tunisien, avec des impacts conséquents.

Cette analyse se concentrera donc spécifiquement sur les impacts de la dévaluation relativement prolongée du dinar allant de 2016 à 2018 (voir figure 1).

FMI

Le satisfecit de Jihad Azour, et après...



Les autorités tunisiennes ont présenté au Fonds monétaire international (FMI) un programme de réformes économiques "prometteur" et "détaillé", lors des discussions techniques qui ont démarré entre les deux parties au début de cette année. C'est en tout cas ce qu'a affirmé le directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale au FMI, Jihad Azour, lors d'une conférence de presse en ligne, mercredi 27 avril 2022.

Ces discussions ont associé les partenaires économiques et sociaux, a-t-il ajouté, appelant le gouvernement à élargir encore la base de ces discussions et à

expliquer davantage les réformes prioritaires.

Tunisie se doit de contenir la masse salariale dans le secteur public

Un nouveau round de négociations entre le gouvernement tunisien et le FMI pour un éventuel nouvel accord de financement est prévu lors de cette conférence consacrée aux perspectives économiques de la région Moyen-Orient Afrique du Nord (MENA).

A cet égard, Azour rappelle cependant que la Tunisie est appelée actuellement à assurer sa stabilité économique, particulièrement après la pandémie de Covid-19, à contenir la masse salariale du secteur public et à réformer les entreprises publiques, afin de générer de l'emploi et créer la richesse.

Une inflation acceptable, réorienter la subvention vers ses vrais bénéficiaires

S'agissant des perspectives au titre de 2022, Azour indique que la Tunisie, un des pays impactés par la guerre en Ukraine, doit

maintenir un niveau d'inflation " acceptable ", œuvrer à alléger les charges de la hausse des prix des matières de base, notamment en réorientant la subvention vers ses vrais bénéficiaires.

Une délégation gouvernementale conduite par le ministre de l'Economie et de la Planification, Samir Saïed, et le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT), Marouane El Abassi, a pris part aux réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale, tenues du 18 au 22 avril à Washington. Ces réunions ont permis notamment de poursuivre les discussions autour du programme de réformes économiques présenté par le gouvernement tunisien.

A l'issue d'une mission du FMI en Tunisie, les 23-25 mars 2022, l'institution de Bretton Woods avait qualifié les discussions techniques avec le gouvernement tunisien de "fructueuses", soulignant que ladite mission a permis de faire avancer davantage le dialogue technique entre les deux parties.



Guerre en Ukraine

4 milliards de dinars, impact sur le budget

Le secteur des hydrocarbures et produits pétroliers est l'un des secteurs les plus touchés en Tunisie par le conflit russo-ukrainien, dont l'impact direct sur le budget de l'Etat est estimé à plus de 4 milliards de dinars, a affirmé la ministre de l'Industrie, de l'Energie et des Mines, Neila Gongi, dans une interview accordée à l'Agence TAP.

Il s'agit d'un impact budgétaire supplémentaire, car le conflit russo-ukrainien a provoqué une forte pression sur les achats non seulement des produits pétroliers mais également des engrais et des céréales en général, a-t-elle précisé.

"Concrètement, l'augmentation du prix du baril du Brent avec une moyenne à 101 dollars

jusqu'au 4 avril 2022, se traduit par une hausse des besoins en subvention pour l'année 2022 de 8,164 milliards de dinars", a-t-elle ajouté.

En effet, les besoins de financements au rééquilibrage de la balance énergétique s'élevaient selon la loi des finances 2022, à 5,137 milliards de dinars avec comme hypothèse retenue un

prix du baril à 75 dollars et un taux de change à 2,9 TND/USD. Or, toute augmentation du prix du baril de pétrole de 1 USD et de 10 millimes au taux de change du dollar engendre une augmentation de la subvention à l'énergie, respectivement de 137 millions de dinars (MDT) et de 40 millions de dinars, a-t-elle rappelé.

La Tunisie importe notamment le gasoil, le gasoil sans soufre, l'essence sans plomb et le fioul et s'en approvisionnent auprès de plusieurs fournisseurs dont la Russie et l'Azerbaïdjan, qui comptent parmi ses fournisseurs traditionnels.

L'ammoniaque et le soufre, deux produits essentiels qui sont ajoutés au phosphate tunisien pour produire des engrais et acides phosphoriques, sont également importés de la Russie (70%) ainsi que de l'Arabie Saoudite, le Koweït et les Emirats arabes unis.

Face à la conjoncture actuelle, le département de l'Industrie œuvre avec le Groupe Chimique tunisien à chercher des fournisseurs auprès des pays du Golfe, en Indonésie, en Algérie pour remplacer les contrats signés auparavant avec la Russie.

Pour la ministre, la flambée des prix est due à la perturbation enregistrée, au niveau des délais

d'approvisionnement et à une demande accrue sur les mêmes fournisseurs pour acheter le soufre et l'ammoniaque.

"Grâce à ses relations avec plusieurs pays, la Tunisie a pu jusqu'à présent garantir l'approvisionnement d'une manière normale et espère garder le même niveau du stock pour permettre au Groupe chimique tunisien (GCT) de produire à la cadence escomptée en vue d'exporter les engrais (DAP, acide phosphorique...) à des prix relativement intéressants".

Gongi a fait remarquer que la Tunisie n'est pas le seul pays ayant souffert de cette crise, qui a touché toute la région méditerranéenne. "Pour les produits pétroliers, la Méditerranée est devenue une zone de turbulence parce que l'importation est essentiellement assurée par des traders chargés de la livraison de ces produits; lesquels traders sont devenus de plus en plus exigeants demandant à être payés en avance ou à la livraison, ce qui a créé une tension très forte sur le budget de l'Etat".

La Tunisie importe plus de 48% de ses besoins en produits pétroliers et en gaz naturel et la Société tunisienne des industries de raffinage (STIR) assure le raffinage de 30% des besoins du pays en la matière.



AUDIENCE WMC PORTAL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



Neila Gongi - Ministre de l'Industrie

Quel impact de la guerre en Ukraine sur le secteur industriel tunisien?

Au-delà d'une gestion optimale des pressions sur le budget de l'Etat que pourrait engendrer le conflit russo-ukrainien, la Tunisie devrait penser à des alternatives pour réduire sa dépendance énergétique et assurer un

approvisionnement régulier du marché local.

Il ne s'agit pas de limiter la subvention énergétique (gaz, électricité et hydrocarbure), qui représente à elle seule 58% du budget d'investissement

en Tunisie, mais plutôt de la rationaliser et la recadrer pour qu'elle soit orientée vers la population ciblée, a fait savoir la ministre de l'Industrie, de l'Energie et des Mines, Neila Gongi dans une interview accordée à l'Agence TAP.

Elle affirme que le conflit russo-ukrainien fait pression, mais il pourrait apporter pleins d'opportunités pour l'industrie tunisienne notamment, les secteurs du textile et des composants automobiles.

Gonji, qui est une spécialiste des négociations commerciales et de mise en oeuvre des stratégies industrielles revient dans cet entretien, sur les mesures prévues par le département de l'industrie et de l'énergie pour gérer cette situation délicate. Interview :

Quelles sont les mesures prévues par votre département et le gouvernement en général pour atténuer les impacts directs ou indirects du conflit russo-ukrainien sur l'Industrie tunisienne ?

Neila Gongi : En effet, la flambée des prix, surtout ceux des produits pétroliers, n'a pas eu d'impact seulement, sur la Tunisie. Toute la région de la Méditerranée en a souffert.

Nous avons réagi face à cette situation " fragile et relativement tendue ", en créant une cellule de crise depuis le déclenchement du conflit en février 2022. Les réunions de cette cellule se tiennent d'une manière permanente sous la présidence de la cheffe du Gouvernement. Sa mission est de suivre et anticiper

sur les décisions à prendre, afin d'assurer l'approvisionnement régulier du marché tunisien. Parallèlement, nous travaillons avec l'Agence nationale de maîtrise de l'énergie (ANME) sur un grand projet de production de l'énergie verte.

Généralement, la Tunisie s'oriente vers la mise en place de programmes dans ce domaine, afin d'atténuer la facture énergétique du pays.

Il s'agit, entre autres, d'accompagner les ménages à travers la promotion des Chauffe-eaux solaires avec un objectif d'atteindre 20 000 ménages par an et de permettre aux familles nécessiteuses d'accéder aux systèmes photovoltaïques à travers le programme PROSOL-ELEC Social et économique (objectif PV résidentiel : 30 MW/an).

Des opportunités dans les composants automobiles et le textile

Par ailleurs, je crois que le conflit russo-ukrainien pourrait constituer une opportunité pour l'industrie tunisienne. Déjà, de nombreuses sociétés étrangères opérant dans les secteurs des composants automobiles et du textile et habillement (TH) ont manifesté leur intérêt à développer des projets en Tunisie. Il s'agit d'investisseurs européens installés en Ukraine ou en Russie

qui se sont trouvés dans le besoin urgent de relocaliser pour ne pas perdre les commandes des clients.

Pour le secteur des composants automobiles, la pandémie Covid-19 a également poussé de nombreux groupes internationaux à réfléchir à leur repositionnement en abandonnant leurs sites de production en Russie et Ukraine. Certains envisagent une relocalisation vers de nouveaux sites de production. La Tunisie est en train d'explorer des pistes pour les attirer en faisant la promotion du pays comme étant une destination à avantages compétitifs.

Dans cette optique, le ministère de l'Industrie a créé un groupe de travail technique qui réunit les structures concernées du ministère, l'agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII), l'Agence foncière industrielle (AFI) et l'Agence de promotion des investissements étrangers (FIPA) en coopération avec l'Association tunisienne des fabricants des composants automobiles, en vue d'élaborer un plan d'action pour attirer ces entreprises étrangères et tirer le meilleur de cette opportunité.

Nous avons essayé de recenser les sites actuellement existants en Tunisie et les bâtiments industriels pouvant accueillir directement ces entreprises.

Nous avons 2 dossiers de demande d'implantation déjà concrétisés et 5 autres en cours d'examen.

Ces implantations vont générer des milliers d'emploi sachant que chaque entreprise pourrait fournir entre 1 000 et 1 500 emplois. Nous espérons être réactifs à tous les niveaux (bâtiments industriels et autorisations administratives) pour assurer le suivi des dossiers et écourter au maximum les délais d'implantation.

En ce qui concerne le secteur du textile-habillement (TH), la guerre russo-ukrainienne aura une répercussion importante sur l'approvisionnement européen en TH. Les importateurs européens vont devoir faire face à de nouveaux défis pour subvenir à leurs besoins et contrecarrer les hausses traditionnelles de transport, des coûts de matières et d'énergie. Ainsi, les donneurs d'ordre devraient privilégier les fournisseurs TH de proximité (Tunisie, Maroc et Egypte) au détriment de ceux de l'Asie, ce qui permettra à la Tunisie d'attirer un volume plus important de commandes.

La résilience du secteur couplée à ce probable regain d'attractivité devrait offrir des opportunités significatives au site tunisien, qui se doit de les saisir pour générer une dynamique d'investissement, de création

d'emplois et d'accroissement de l'export. Concrètement, si la Tunisie parvient à consolider ses marchés traditionnels à l'export et si un effort particulier de promotion est conduit sur le marché allemand qui recèle bon nombre de potentialités pour les jeans et les vêtements de travail, le secteur TH pourrait générer plus de 150 millions d'euros et conduire à la création de 20 mille emplois supplémentaires dans un avenir proche.

Prospection: promotion des blocs libres

Revenons au secteur de l'énergie et des hydrocarbures, Vous avez fait état, récemment, de votre prédisposition à soutenir les investisseurs dans ces deux secteurs ?

Neila Gongi : Pour le secteur des hydrocarbures, le ministère œuvre à mettre en place des mesures visant à promouvoir le site tunisien à travers "la promotion des blocs libres", afin d'améliorer le climat d'investissement dans l'activité de prospection et attirer des investisseurs nationaux et étrangers. A ce titre, le nombre total de permis de prospection s'élève, à fin février 2022, à 19.

S'agissant du secteur de l'énergie en général, le département de l'industrie œuvre à élaborer, suite à la réalisation de plusieurs

études, une stratégie claire, en matière de développement du secteur énergétique, tout en focalisant sur la promotion du site Tunisie, en matière de production de l'électricité verte.

Pour les énergies renouvelables, le gouvernement vient d'approuver un programme pour la période 2022-2025 et envisage de lancer, en juin 2022, un appel d'offres pour la production de 2000 mégawatts au lieu de 1 500 mégawatts prévus pour le régime des concessions. Nous essayons d'encourager les entreprises industrielles à produire l'électricité verte, à partir du solaire ou de l'éolien avec l'appui du Fonds de transition énergétique (FTE).

Parallèlement, la STEG s'est engagée dans un programme de renforcement et de mise à niveau de son réseau de distribution électrique en prévision de l'énergie électrique verte qui sera produite et dont le transport et la vente seront à sa charge.

La question de levée des subventions destinées au secteur des hydrocarbures préoccupe la majorité des Tunisiens. Est-ce que le gouvernement a l'intention de franchir le pas dans ce sens, dans la conjoncture actuelle ?

Neila Gongi : Il n'y a pas d'intention de lever la subvention mais on est plutôt davantage

dans une logique d'optimisation, d'efficience et d'efficacité pour qu'elle soit réellement orientée vers la population ciblée.

Face à la flambée des prix, le gouvernement œuvre pour ne pas limiter la subvention mais plutôt de la rationaliser et la recadrer pour qu'elle soit orientée vers la population à laquelle est destinée.

A cet égard, en ce qui concerne la distribution des bouteilles GPL, un arrêté vient d'être publié pour organiser ce produit afin qu'il soit réellement utilisé par son destinataire.

La consommation annuelle du GPL bouteille est de 45,7 millions de bouteilles et les études ont montré qu'environ 40% de GPL ménage (13 kg) est utilisé à d'autres fins (transport ...)

Le prix de vente, qui n'est pas ajusté depuis l'année 2010, est de 7 700 millimes/bouteille pour usage domestique alors que le coût de revient est de 40 700 millimes/bouteille, (soit 5 fois le prix de vente).

Energie verte : un projet pilote de méthanisation à Sfax

Pour l'électricité et le gaz, "l'ajustement" ne concernera pas les catégories sociales qui consomment moins de 200 kWh/mois, ce qui représente 85 % du

nombre des clients basse tension (famille moyenne utilise entre 150 et 200 KWH).

S'agissant du secteur du transport, nous venons de lancer une étude qui sera prête d'ici fin de 2022. Elle porte sur la réalisation d'un projet pilote de méthanisation (technologie basée sur la dégradation par des micro-organismes de la matière organique) à Sfax, à partir de la valorisation de déchets. Ce projet qui sera prêt d'ici deux ans, permettra l'alimentation des taxis dans la ville de Sfax à partir de méthane, la valorisation des déchets et la production de l'énergie à faible coût.

Le déficit énergétique ne cesse de s'aggraver en Tunisie ? D'après vous quelles sont les alternatives pour que le pays réussisse à l'atténuer ?

Notre objectif est d'atteindre 30% de production de l'électricité à partir des énergies renouvelables (solaire et éolien) en 2030. Nous œuvrons pour atteindre ce taux plutôt au cours de l'année 2027, d'autant plus que cet objectif ambitieux est à notre portée.

La Tunisie est très bien positionnée au niveau mondial pour produire de l'électricité à partir du solaire et de l'éolien. La garantie de la sécurité énergétique et alimentaire est au centre de notre préoccupation au

niveau du gouvernement. A cet égard, une autre alternative est explorée par le département de l'industrie: L'hydrogène vert.

 **Un grand programme est prévu et les études sont relativement avancées pour la production de l'hydrogène vert**

Un grand programme est prévu et les études sont relativement avancées pour la production de l'hydrogène vert. Une stratégie nationale de développement de l'hydrogène vert à usage local et à l'export, est en cours d'élaboration.

Notre objectif est de remplacer les énergies fossiles par des énergies propres, exporter l'hydrogène vert et ses dérivés, remplacer le gaz naturel, l'ammoniac et le méthanol traditionnel, développer les infrastructures et intégrer l'industrie locale tout en œuvrant parallèlement à créer des spécialisations académiques au niveau de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.



BCT

Émission de deux nouveaux billets de 50 D et de 5 D

La Banque centrale de Tunisie mettra en circulation, à compter de jeudi 28 avril 2022, deux nouveaux billets de banque tunisiens de cinquante dinars (type 2022) et de cinq dinars (type 2022) ayant cours légal et pouvoir libératoire.

Il est à noter que les billets de cinquante dinars (type 2022) et de cinq dinars (type 2022) circuleront concurremment avec les autres billets et pièces

actuellement en circulation.

Les principales caractéristiques du billet de 50 dinars - type 2022

Dimensions : 158 mm x 79 mm.

Couleur dominante : Marron.

RECTO

Avec impression en taille douce:

- Portrait de «HEDI NOUIRA» (1911-1993) ; l'une des grandes figures du mouvement national tunisien pour l'indépendance, fondateur et premier gouverneur de la Banque centrale de Tunisie depuis sa création en 1958 et jusqu'en 1970, puis Premier ministre de 1970 à 1980 ;
- En haut, le texte suivant : «Banque Centrale de Tunisie»

- en arabe, et au-dessous la valeur du billet en toutes lettres en arabe ;
- Au milieu, à gauche du portrait principal, la valeur nominale du billet «50» figure en grand format, et en bas, la date d'émission «20-3-2022»;
- Dans la partie inférieure du billet, près du milieu, sur les bords inférieurs droit et gauche, cinq traits horizontaux pour les malvoyants sont aisément reconnaissables au toucher ;
- En bas, à droite, les signatures du gouverneur et du vice-gouverneur de la Banque.

Avec impression Offset :

- Des formes de style arabo-islamique et divers dessins figurent sur l'arrière-plan du billet sous forme stylisée évoquant le thème de l'ouverture sur le monde ;
- Dans le coin inférieur gauche se trouve une représentation partielle du globe terrestre en forme de lignes de couleur marron clair ;
- La valeur nominale du billet «50 » figure dans le coin supérieur droit.
- Le numéro de série et le numéro d'ordre du billet dans la série figurent en bas à droite et en haut à gauche ; le numéro d'ordre du billet dans la série est composé de sept chiffres.

Vernissage post-impression:

Une couche de vernis protège les deux faces du billet contre la salissure et les matières grasses.

VERSO

- En haut, le texte suivant: «Banque Centrale de Tunisie» ;
- Au centre, une vue de la «BANQUE CENTRALE DE TUNISIE» ;
- Des formes de style arabo-islamique et divers dessins figurent sur l'arrière-plan du billet sous forme stylisée et qui se complètent harmonieusement avec ceux du recto ;



- Dans le coin inférieur droit se trouve une représentation partielle du globe terrestre en forme de lignes blanches ;
- En haut à droite, le chiffre «50» et au-dessous, le texte « cinquante dinars » en toutes lettres en arabe, et à gauche en haut, le chiffre «50» ;
- En bas à gauche, le chiffre «50» et à sa droite le texte : « CINQUANTE DINARS ».

ELEMENTS DE SECURITE

- **Au recto et outre l'impression en taille douce:**
- Filigrane: situé à droite du billet, il représente le portrait de «HEDI NOUIRA» et au-dessous à droite, le chiffre «50», qui apparaissent nettement et en transparence lorsque le billet est exposé à la lumière ;
- Fil de sécurité à fenêtres « RAPID HD ® »: fil tridimensionnel de largeur 5 mm, placé à droite du portrait parallèlement à la largeur du billet, apparaît de façon discontinue. Vu à travers la lumière, ce fil est perceptible en continu. Lorsqu'on incline le billet de haut en bas, un double effet optique se produit avec l'apparition du chiffre «50» et d'un mouvement

dynamique de deux barres se déplaçant dans deux directions opposées sur un fond tridimensionnel ;

- Élément « SparkLive »: Un cercle situé dans le coin supérieur gauche contenant le chiffre «50 » à son milieu et dont la couleur vire du magenta au vert selon l'angle de vue. Cet élément présente un effet tournoyant faisant apparaître, selon l'angle de vue, un ou deux anneaux en mouvement autour d'un axe central sur un fond tridimensionnel ;
- Micro-lettres: impression en micro-lettres du texte «CINQUANTE DINARS» au-dessous du portrait et dans des endroits sur les bords gauche et droit du billet.

Au verso

- Couchage iridescent: une bande réfléchissante, de couleur or, placée dans la partie droite du billet et contenant, dans le sens vertical, une série du chiffre «50 ». Cette bande est particulièrement visible sous certains angles et selon l'inclinaison du billet ;
- Micro-lettres : impression en micro-lettres du texte «BANQUE CENTRALE DE

TUNISIE» sur le côté droit du siège de la Banque Centrale de Tunisie et du texte «CINQUANTE DINARS» dans des divers endroits des bords gauche et droit du billet.

RECTO ET VERSO

- De petits cercles dispersés sur les deux faces du billet, en dehors de la zone du filigrane, constituant un dispositif anti-photocopieurs en couleur ; d'autres éléments figurent sur les deux faces du billet constituant un dispositif anti-scanner ;
- Un élément de transvision: Les éléments et couleurs du motif en arabesque situé dans la zone du filigrane en haut au recto et au verso se complètent en regardant le billet à travers la lumière.

REACTION DU BILLET LORSQU'IL EST EXPOSE AUX RAYONS ULTRAVIOLETS

- Apparition, sur les deux faces du billet, de fibres fluorescentes de couleurs rouge, bleue, verte et jaune ;
- Apparition au recto , en haut à gauche, d'une forme géométrique fluorescente, de couleur verte, contenant le chiffre «50» et au-dessus, ce nombre apparaît en vert ; en

bas à gauche, un motif floral fluorescent apparaît en vert contenant le chiffre «50» en rouge ;

- Des motifs et dessins figurant au verso prennent des couleurs fluorescentes orange et bleue ;
- Le numéro de série et le numéro d'ordre du billet dans la série, situés en haut à gauche, prennent une couleur fluorescente verte.

Les principales caractéristiques du billet de 5 dinars type 2022

Dimensions : 143 mm x 73 mm.

Couleur dominante : Vert.

RECTO

1. Avec impression en taille douce:

- Portrait de «SLAHEDDINE EL AMAMI» (1936-1986) ; Ingénieur agronome tunisien, il a d'importantes contributions dans le domaine de l'hydraulique et de la recherche scientifique agricole, notamment les problèmes agricoles des zones arides et semi-arides, et plus particulièrement ses études au sujet de la question de l'aridité climatique (l'aridoculture) ;
- En haut, le texte suivant : «Banque Centrale de Tunisie» en arabe et au-dessous la valeur du billet en

toutes lettres en arabe ;

- Au milieu, à gauche du portrait principal, la valeur nominale du billet «5» figure en grand format et, en bas, la date d'émission «20-3-2022»;
- Dans la partie inférieure du billet, sur les bords inférieurs droit et gauche, un trait horizontal pour les malvoyants est aisément reconnaissable au toucher ;
- En bas, à droite, les signatures du gouverneur et du vice-gouverneur de la Banque.

2. Avec impression Offset :

- Des formes de style arabo-islamique et divers dessins



figurent sur l'arrière-plan du billet sous forme stylisée évoquant le thème de l'agriculture et de l'eau, et ce par la représentation d'une grande rosace sur le côté gauche du billet et, sur les deux côtés du billet, en dehors de la zone du filigrane, de petites vagues se déplaçant horizontalement et de petits cercles symbolisant le jet vertical de l'eau à partir d'une source d'eau ;

- La valeur nominale du billet «5» figure dans le coin supérieur droit.
- Le numéro de série et le numéro d'ordre du billet dans la série figurent en bas à droite et en haut à gauche ; Le numéro d'ordre du billet

dans la série est composé de sept chiffres.

3. Vernissage post- impression :

Une couche de vernis protège les deux faces du billet contre la salissure et les matières grasses.

VERSO

- En haut, le texte suivant : «Banque Centrale de Tunisie» ;
- Au centre, une vue des « AQUEDUCS ROMAINS DE ZAGHOUAN » ;
- Des formes de style arabo-islamique et divers dessins figurent sur l'arrière-plan du billet sous forme stylisée et qui se complètent

harmonieusement avec ceux du recto ; En bas, des plantes et des roses figurent comme symboles de fertilité ;

- En haut à droite, le chiffre «5» et au-dessous, le mot « dinars » en toutes lettres en arabe, et à gauche, en haut le chiffre«5» ;
- En bas à gauche, le chiffre «5» et à sa droite le texte : « CINQ DINARS ».

ELEMENTS DE SECURITE

1. Au recto et outre l'impression en taille douce:

- Filigrane: situé à droite du billet, il représente le portrait de «SLAHEDDINE



EL AMAMI» et au-dessous à droite, le chiffre «5», qui apparaissent nettement et en transparence lorsque le billet est exposé à la lumière ;

- Fil de sécurité à fenêtres « RAPID HD ® »: fil tridimensionnel de largeur 4 mm, placé à droite du portrait parallèlement à la largeur du billet, apparaît de façon discontinue. Vu à travers la lumière, ce fil est perceptible en continu. Lorsqu'on incline le billet de haut en bas, il y'a apparition du chiffre «5 » et d'un mouvement dynamique de deux barres se déplaçant dans deux directions opposées sur un fond tridimensionnel ;
- Élément « SparkLive »: Un cercle situé dans le coin supérieur gauche contenant le chiffre «5 » à son milieu et dont la couleur vire du vert au bleu selon l'angle de vue. Cet élément présente un effet tournoyant faisant apparaître, selon l'angle de vue, deux ou plusieurs anneaux en mouvement autour d'un axe central sur un fond tridimensionnel ;
- Micro-lettres: impression en micro-lettres du texte «CINQ DINARS» au-dessous du portrait et dans divers endroits sur les bords gauche et droit du billet.

2. Au verso

- Couchage iridescent: une bande réfléchissante, de couleur or, placée dans la partie droite du billet et contenant, dans le sens vertical, une série du chiffre «5». Cette bande est particulièrement visible sous certains angles et selon l'inclinaison du billet ;
- Micro-lettres : impression en micro-lettres du texte «BANQUE CENTRALE DE TUNISIE» au-dessous de la photo des Aqueducs Romains de Zaghouan et du texte «CINQ DINARS» dans des endroits des bords gauche et droit du billet.

RECTO ET VERSO

- De petits cercles dispersés sur les deux faces du billet, en dehors de la zone du filigrane, constituant un dispositif anti-photocopieurs en couleur ; d'autres éléments figurent sur les deux faces du billet constituant un dispositif anti-scanner ;
- Un élément de transvision: Les éléments et couleurs du motif en arabesque situé dans la zone du filigrane en haut au recto et au verso se complètent en regardant le billet à travers la lumière.

2. REACTION DU BILLET LORSQU'IL EST EXPOSE AUX RAYONS ULTRAVIOLETS

- Apparition, sur les deux faces du billet, de fibres fluorescentes de couleurs rouge, bleue, verte et jaune ;
- Apparition au recto, en haut à gauche, d'une forme géométrique fluorescente, de couleur verte, contenant le chiffre «5» et au-dessus, ce nombre apparaît en vert ; en bas à gauche, un motif floral fluorescent apparaît en vert contenant le chiffre «5» en rouge ;
- Des motifs et dessins figurant au verso prennent des couleurs fluorescentes verte et bleue ;
- Le numéro de série et le numéro d'ordre du billet dans la série, situés en haut à gauche, prennent une couleur fluorescente verte.



Tourisme

Indicateurs en hausse de 129% à Nabeul

Le secteur touristique dans le gouvernorat de Nabeul a enregistré une nette amélioration avec la visite de 86.005 touristes depuis le début de l'année et jusqu'au 20 avril 2022 contre la visite de 37.492 touristes durant la même période de l'année 2021 soit une hausse de 129%.

Dans le même contexte, le commissaire régional au tourisme

à Nabeul, Wahid Ben Fraja indiqué à l'agence TAP que le nombre de nuitées a atteint, 204.000 nuitées pour la même période de l'année 2022 contre 75.000 nuitées l'année précédente, soit une augmentation de plus de 150%.

Il a par ailleurs souligné le retour des marchés traditionnels en particulier les marchés français britannique italien et allemand en

plus du tourisme intérieur.

La prochaine saison touristique s'annonce prometteuse après la crise de la covid19 et ses répercussions sur le secteur a ajouté le responsable en estimant que la saison atteindra entre 50 et 60 % des chiffres enregistrés durant l'année 2019.

SPÉCIAL

ASSURANCES

LE GUIDE DU MARCHÉ DES ASSURANCES
EN TUNISIE



Voyages
Santé
Auto
Cyber sécurité

Vie
Professionnels
Entreprises

Santé
Santé
obligatoire
particuliers

Habitation
Particuliers
Obligatoire
Habitation

Vie

Santé
Epargne retraite
complémentaire

Auto
Epargne retraite
complémentaire
Particuliers

RC
Enfants
Voyages

Auto
Professionnels

Industrie pharmaceutique

SAIPH renforce la position de la Tunisie sur les marchés africains



La Société arabe des industries pharmaceutiques (SAIPH), sise à Oudhna (gouvernorat de Ben Arous), a inauguré une nouvelle unité de fabrication des médicaments en son sein, et ce vendredi 29 avril 2022. A cette occasion, le management de l'entreprise a convié un certain nombre de journalistes à la cérémonie d'inauguration en présence du ministre de la Santé, Ali Mrabet, et la direction de SAIPH réuni au complet.

Ramzi Sandi, directeur général des laboratoires SAIPH, souligne le coût d'investissement de cette

nouvelle unité est de 20 millions de dinars (MDT); elle sera renforcée par une autre unité de production des médicaments à Abidjan en Côte d'Ivoire, ce sera à même de permettre d'augmenter les exportations des médicaments tunisiens dans certains pays d'Afrique subsaharienne, mais aussi dans les pays du Golfe.

Par conséquent, c'est la position de la Tunisie en la matière qui se trouvera renforcée, estime-t-on au sein de SAIPH.

A noter au passage que la Société SAIPH est composée

de 8 unités de fabrication des médicaments, qui emploient plus de 750 personnes, dont la moitié des postes sont réservés aux cadres supérieurs, nous a-t-on affirmé.

Lors de cette visite, Ali Mrabet est naturellement s'est informé de l'ensemble des activités de la société ainsi que des perspectives de son développement.

Et il a saisi cette occasion pour faire un état des lieux de la situation épidémique en Tunisie, soulignant que, pour le moment, la situation est rassurante, et que le Comité scientifique de lutte contre le coronavirus écarte toute nouvelle vague de la pandémie de la COVID-19.

Pour autant, le ministre de la Santé n'a pas manqué d'appeler la population à faire preuve de la plus grande vigilance face au risque de l'apparition de nouveaux variants.



Ooredoo Night Run by Xiaomi, le succès au bout de la course

La première manifestation sportive ramadanesque « Ooredoo Night Run by Xiaomi » s’est tenue le 23 avril 2022 à l’Avenue Habib Bourguiba dans une ambiance festive. “Festive”, oui le mot pour qualifier cette ambiance qui a réuni petits et grands, sportifs et amateurs et autres curieux ou bien des gens ayant envie de faire la fête. C’était merveilleux.

En effet, l’événement a drainé un large public large de différents âges venus vivre une expérience unique en plein cœur de la capitale. Plus de

6 000 personnes dont 3 000 coureurs ont eu l’opportunité de participer à cette manifestation et de bénéficier de plein de cadeaux. Un moment de joie lors d’une soirée ramadanesque que l’ensemble des participants ont qualifié comme étant la meilleure expérience de leur vie et qu’ils aimeraient revivre d’autres sans hésitation.

« Nous sommes honorés de lancer aujourd’hui le premier événement sportif ramadanesque, “Ooredoo Night Run by Xiaomi”. Cette initiative reflète la culture de notre organisation et son orientation continue vers le soutien au

sport et s’inscrit également dans la stratégie de responsabilité sociétale de l’entreprise, qui encourage les jeunes tunisiens que nous croyons en leur rôle dans le progrès de la société». Vous l’avez deviné, c’est Mansoor Rached Alkhater, DG de Ooredoo Tunisie, qui s’exprimait ainsi lors de cette manifestation.

Et du moins que l’on puisse dire, cette manifestation a contribué à la création d’une dynamique dans les rues de la capitale après deux ans de confinement et de pandémie et à booster les commerces durant toute la soirée.

« Nous sommes très heureux d'avoir contribué à l'organisation de cet événement exceptionnel, qui a suscité une belle présence de tous les âges. Nous sommes vraiment fiers de notre partenariat avec Ooredoo et nous espérons que ce sera le début d'une collaboration continue et d'offrir à chaque fois la meilleure expérience à nos clients », soulignera pour sa part Sylvester Huang, directeur commercial de Xiaomi Tunisie.

“Ooredoo Night Run by Xiaomi” a su faire la parfaite symbiose entre sport et culture en proposant à la fois des compétitions et de la musique. Une initiative encouragée par les partenaires publics.

« Nous remercions Ooredoo pour cette initiative que nous pouvons qu'encourager. Cet événement est une occasion de pratiquer une activité sportive et de se divertir durant ce mois saint. Nous sommes heureux de voir aujourd'hui plusieurs catégories de personnes rassemblées autour d'une manifestation sportive et ne pouvons que soutenir ce genre d'événements afin qu'ils apportent santé et plaisir aux tunisiens», déclare la maire de Tunis, Souad Abderrahim.

Cet événement est également une occasion qui a fédéré plusieurs catégories de personnes puisqu'il a accueilli des professionnels,

des amateurs et des passionnés de sport, venus de toute part, tous se déclarant “enthousiastes” de cette première expérience exceptionnelle.

Au-delà des courses organisées, les participants ont pu profiter d'une ambiance festive avec DJ Benjemy qui a enflammé la scène, mais aussi des activités ouvertes à tous et permettant de vivre une expérience incroyable.

Face à la réussite de ce nouveau style d'événement sportif, Ooredoo est convaincu qu'une nouvelle édition fera le bonheur de tous. En effet, lors du démarrage de cette grande expérience, l'ensemble des initiateurs pensaient fédérer les habitués des courses à pied autour de cette première expérience en Tunisie, mais ce sont de nouveaux coureurs qui se sont déplacés pour la première fois pour vivre ce moment exceptionnel.

A ce titre et face à cet engouement pour cette nouvelle expérience, Ooredoo vous donne rendez-vous l'année prochaine, pour la seconde édition de Ooredoo Night Run, dans un endroit encore plus incroyable avec encore plus de surprises, pour faire des courses à pied une culture, un état d'esprit et un mode de vie.



AUDIENCE WMC PORTAL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



UBCI

Un projet bancaire tourné vers l'avenir

L'année 2021 marque l'entame d'une nouvelle page dans l'histoire de la banque.

L'UBCI a réussi à amorcer plusieurs actions d'envergure et ambitionne un projet bancaire résolument tourné vers l'avenir.

Une nouvelle identité visuelle dévoilée à l'occasion du 60ème anniversaire de la banque

L'année 2021 a été marquée par la célébration du 60ème anniversaire de l'UBCI, preuve supplémentaire de

l'enracinement de l'UBCI dans son paysage bancaire. Autour de cet événement, nous avons dévoilé notre nouvelle identité visuelle auprès de notre personnel d'abord et du public ensuite. Le nouveau Logo de l'UBCI porte notre nouvelle ambition de banque moderne et tournée vers l'avenir. Riche de son histoire et de ses valeurs préservées et véhiculées au fil des décennies, l'UBCI illustre aujourd'hui sa volonté d'être plus que jamais une banque citoyenne, innovante et au service de ses clients. Le changement de l'identité visuelle

de la banque est une des étapes réussies qui précède d'autres actions dans les années à venir.

Un nouveau système d'information pour mieux répondre aux besoins de ses clients

Le développement du numérique et son cortège d'innovations constituent une opportunité pour le secteur bancaire de se réinventer et d'améliorer la relation clientèle en offrant plus de souplesse, l'accès à une gamme de services plus importante dans

un environnement technologique moderne, sécurisé et disponible sans contraintes horaires. Avec le projet de refonte de son système d'information, l'UBCI aura de toute évidence les moyens de ses ambitions et continuera à répondre de plus en plus rapidement et de plus en plus efficacement aux besoins les plus pointus de ses clients. Ce nouveau système devra également favoriser le repositionnement des activités de la banque, au service d'une vision moderne et audacieuse, synonyme d'efficacité, de performance, de proximité et de maîtrise des risques.

« Le nouveau positionnement stratégique de nos activités et l'accompagnement efficient et de proximité de nos clients constituent des enjeux majeurs pour notre banque. Notre savoir-faire reconnu et le professionnalisme de notre capital humain seront nos principaux atouts pour réussir » a affirmé le Président du Conseil d'administration.

En parallèle avec le développement de son activité, l'UBCI s'est inscrite depuis plusieurs années dans une démarche RSE déployée sur plusieurs axes : économique, social, civique et environnemental. Plusieurs actions sont ainsi lancées ou poursuivies chaque année dans ce domaine.



L'Office des Céréales serait quasiment en situation de faillite

La guerre russo-ukrainienne et son impact négatif sur l'approvisionnement de la Tunisie en céréales a mis à nu la situation catastrophique de l'Office des céréales avec comme pointe son incapacité à payer ses fournisseurs.

Au regard de ses pertes, «cet office n'a de l'entreprise que le nom», estiment les experts qui ajoutent : «ses états financiers sont plus qu'inquiétants». Depuis quatre ans, il a multiplié ses pertes par deux, 50 MDT, 100 MDT, 200 MDT, 400 MDT.

L'Office est en quelque sorte quasiment en situation de faillite. D'après Radhi Meddeb, expert économique, la situation ne va s'arrêter là avec l'explosion des cours à l'échelle internationale.

Pis, toujours selon lui, «les dettes de l'Office plombent les banques publiques. Il met en danger le secteur bancaires avec un risque systémique. A titre indicatif, il doit à une seule banque publique 4 milliards de dinars».

Parallèlement, le ministère des Finances a du mal à évaluer, avec précision, les dettes colossales de l'Office auprès de la Caisse Générale de Compensation.

La solution, selon Radhi Meddeb, qui s'exprimait dans le cadre d'un entretien accordé à un magazine de la place, réside dans l'autorisation des grands groupes agroalimentaires privés à prendre en charge l'importation des céréales. A méditer.

ABS

Devises, Taux, Indicateurs

Cours moyens des devises cotées en Dinar Tunisien

29/04/2022

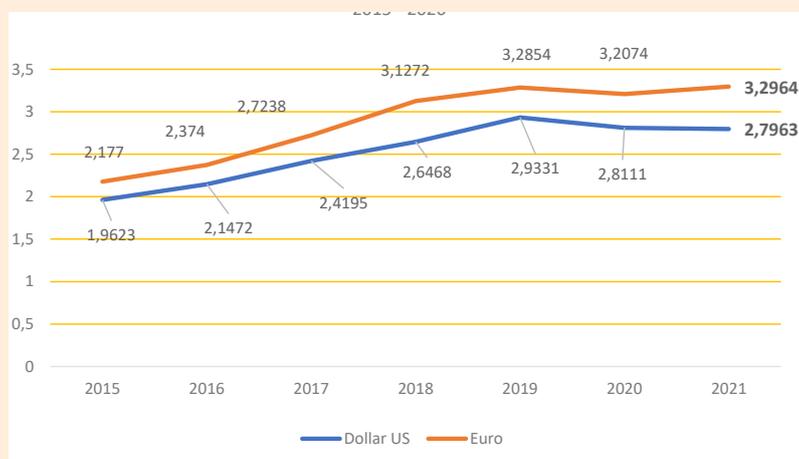
| MONNAIE | SIGLE | UNITÉ | VALEUR |
|-----------------|-------|-------|---------|
| DINAR ALGÉRIEN | DZD | 10 | 0,2100 |
| DOLLAR CANADIEN | CAD | 1 | 2,3962 |
| DOLLAR DES USA | USD | 1 | 3,0807 |
| LIVRE STERLING | GPB | 1 | 3,8412 |
| YEN JAPONAIS | JPY | 1000 | 23,4749 |
| DIRHAM MAROCAIN | MAD | 10 | 3,0542 |
| FRANC SUISSE | CHF | 10 | 31,4907 |
| EURO | EUR | 1 | 3,2351 |
| DINAR LIBYEN | LYD | 1 | 0,6303 |
| Yuan Chinois | CNY | 1 | 0,4628 |

Cours moyens à terme en Dinar Tunisien

| PERIODE | USD | EUR |
|---------|--------|--------|
| 3 MOIS | 3,0959 | 3,2778 |
| 6 MOIS | 3,1352 | 3,3295 |

Cours de devises en dinar Tunisien

Moyenne des cours du marché interbancaire (annuel)
2015 - 2021



6,25%

TMM

29/04/2022



6,25%

TID

29/04/2022



6,26%

TMM

Avril 2021



5,00%

TRE

Mai 2022



24,186

Milliard

Avoirs en devise

29/04/2022



130

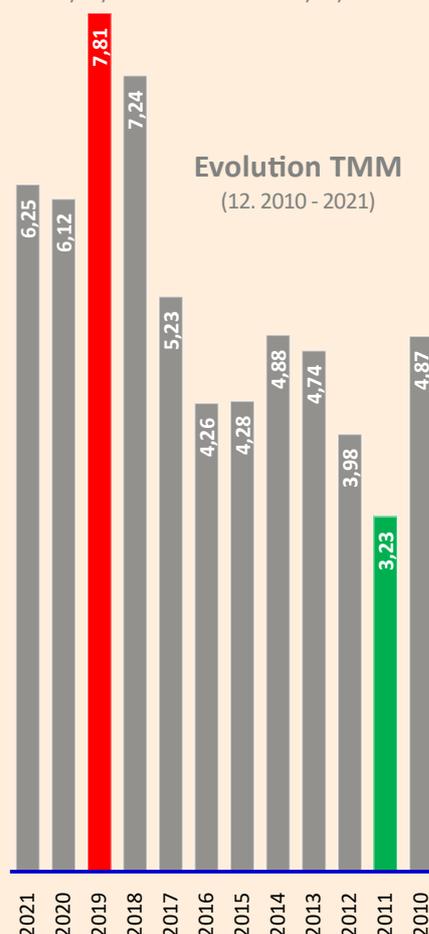
Jours

d'importations

29/04/2022

Evolution TMM

(12. 2010 - 2021)





BNA AGO Exercice 2021

Dynamique de croissance soutenue et performances remarquables

Au terme de l'année 2021, la BNA a pu réaliser des performances remarquables et a poursuivi sa dynamique de croissance soutenue par une expertise dans tous les métiers de la Banque et une expérience de plus de 62 ans. Les indicateurs d'activité à fin décembre en témoignent :

- Produit Net Bancaire : 850 MD (+23,2%)
- Résultat Net : 163 MD (+59,8%)
- Encours des crédits : 12.845

MD (+7,7%)

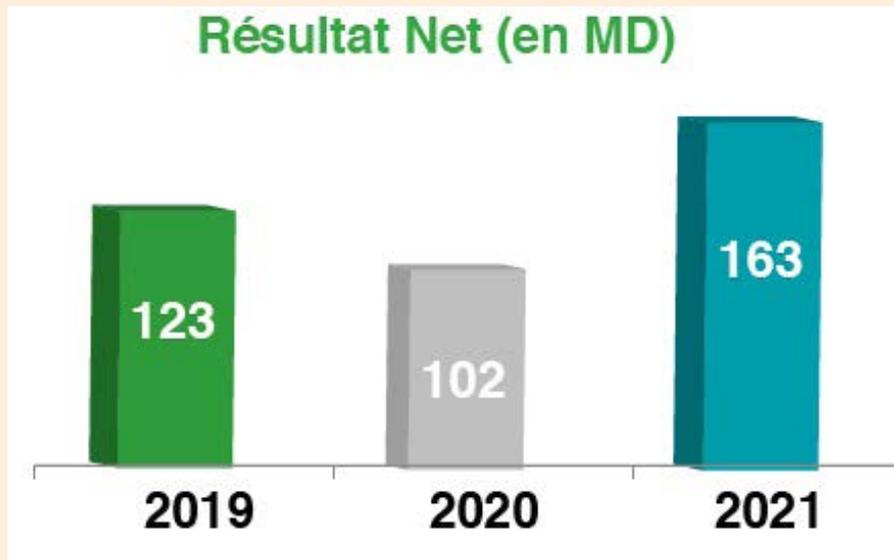
- Encours des dépôts : 9.858 MD (+12,3%)
- Capitaux Propres : 1.758 MD (+8,1%)

A fin 2021, la BNA a affiché un ratio de liquidité de 104,10 %, supérieure à la norme réglementaire exigée par la Banque Centrale de Tunisie.

Pour la Présidente du Conseil

d'Administration, Néjia Gharbi, "la BNA mène ses actions avec une gestion exemplaire de ses moyens. Fin 2021, des résultats notables ont déjà été enregistrés et les objectifs visés ont été concrétisés et même dépassés. Le taux de réalisation du plan a dépassé les 100% et la trajectoire permettant l'atteinte des repères qui permettront de juger de son succès est bien engagée".

Mondher Lakhal, Directeur Général, "2021 n'a fait que



Au-delà de son implication dans le développement économique et financier du pays, la BNA s'est engagée depuis plusieurs années dans une démarche de responsabilité sociétale qui vise à se positionner en tant qu'acteur économique socialement actif et citoyen. En 2021, la BNA a contribué au profit du Ministère de l'Education par un don de 22,382 MD visant la réhabilitation et l'aménagement des écoles primaires dans les zones défavorisées.

consolider notre dynamique de croissance dans les différents métiers de la banque tout en garantissant à la BNA la notoriété et la compétitivité et par conséquent, assurer un positionnement stratégique la rapprochant des meilleurs standards ; Nos états financiers et nos indicateurs d'activité

témoignent de notre bonne résilience et de notre solidité financière".

Dans son rapport d'activité la BNA a souligné la consolidation de sa participation dans le capital de AMI Assurances, qui en fait l'actionnaire majoritaire avec 45,22%.

Depuis juillet 2021 (Exercice 2020) la BNA a repris la distribution des dividendes pour la première fois depuis 2013. Au titre de l'exercice 2021, et suite à une demande des actionnaires participant à l'AGO, le dividende a été porté de 0,700 dinars à 0,800 dinars par action.

WEBMANAGERCENTER



AUDIENCE WMC PORTAIL (2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions** Visiteurs Uniques | + de **12 Millions** Visites | + de **23 Millions** Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien
CSP+, Cadres, Dirigeants... associé à un ciblage large public (depuis 2000)



UBCI - AGO exercice 2021

Croissance et ambitions

L'Assemblée Générale Ordinaire de l'UBCI s'est tenue le vendredi 29 avril 2022 sous la présidence de M. Hassine DOGHRI, Président du conseil d'administration, de M. Mohamed Koubaa, Directeur Général et en présence des actionnaires, des membres du Conseil d'administration et des cadres de la banque.

M. Hassine DOGHRI a rappelé le contexte économique mondial et national qui porte encore les stigmates de la crise sanitaire Covid-19, malgré l'amorce d'une reprise qui demeure fragile et laisse émerger encore des déséquilibres macroéconomiques.

Réalisations en croissance en 2021 malgré un contexte difficile

Malgré un contexte économique difficile, le PNB de l'UBCI a augmenté de 9% pour atteindre 263 009 KTND. Tous les postes d'exploitation bancaire ont évolué favorablement : les intérêts et produits assimilés, les commissions, les opérations financières et le portefeuille d'investissement.

Le total bilan a connu une évolution record de 14,5%, ceci sans surenchérir sur les dépôts et dans le respect des normes prudentielles : faible taux de

créances accrochées (6,62%), taux élevé de couverture des créances classées (82%), ratio de solvabilité respecté (12,94%), ratio de liquidité confortable (473%) et ratio crédits/dépôts en dessous de la limite réglementaire (103%).

L'UBCI demeure ainsi une banque de référence en matière de gestion des risques. A noter que le résultat net de la banque s'établit à 37,6 MD en baisse de 10,7% sous l'effet de charges exceptionnelles.

L'Assemblée Générale a décidé de distribuer un dividende brut par action de 0.750 dinar.

Faits marquants 2021

L'année 2021 marque l'entame d'une nouvelle page dans l'histoire de la banque.

L'UBCI a réussi à amorcer plusieurs actions d'envergure et ambitionne un projet bancaire résolument tourné vers l'avenir.

Une nouvelle identité visuelle dévoilée à l'occasion du 60ème anniversaire de la banque

L'année 2021 a été marquée par la célébration du 60ème anniversaire de l'UBCI, preuve supplémentaire de l'enracinement de l'UBCI dans son paysage bancaire. Autour de cet événement, nous avons dévoilé notre nouvelle identité visuelle auprès de notre personnel d'abord et du public ensuite. Le nouveau Logo de l'UBCI porte notre nouvelle ambition de banque moderne et tournée vers

l'avenir. Riche de son histoire et de ses valeurs préservées et véhiculées au fil des décennies, l'UBCI illustre aujourd'hui sa volonté d'être plus que jamais une banque citoyenne, innovante et au service de ses clients. Le changement de l'identité visuelle de la banque est une des étapes réussies qui précède d'autres actions dans les années à venir.

Un nouveau système d'information pour mieux répondre aux besoins de ses clients

Le développement du numérique et son cortège d'innovations constituent une opportunité pour le secteur bancaire de se réinventer et d'améliorer la relation clientèle en offrant plus de souplesse, l'accès à une gamme de services plus importante dans un environnement technologique moderne, sécurisé et disponible sans contraintes horaires.

Avec le projet de refonte de son système d'information, l'UBCI aura de toute évidence les moyens de ses ambitions et continuera à répondre de plus en plus rapidement et de plus en plus efficacement aux besoins les plus pointus de ses clients. Ce nouveau système devra également favoriser le repositionnement des activités de la banque, au service d'une vision moderne et audacieuse, synonyme d'efficacité, de performance, de proximité et de maîtrise des risques.

« Le nouveau positionnement stratégique de nos activités et l'accompagnement efficient et de proximité de nos clients constituent des enjeux majeurs pour notre banque. Notre savoir-faire reconnu et le professionnalisme de notre capital humain seront nos principaux atouts pour réussir » a affirmé le Président du Conseil d'administration.



En parallèle avec le développement de son activité, l'UBCI s'est inscrite depuis plusieurs années dans une démarche RSE déployée sur plusieurs axes : économique, social, civique et environnemental. Plusieurs actions sont ainsi lancées ou poursuivies chaque année dans ce domaine.



ICF

Très forte augmentation du chiffre d'affaires au premier trimestre 2022

Les faits saillants de l'ICF (SOCIÉTÉ DES INDUSTRIES CHIMIQUES DU FLUOR) qui ont marqué le 1er trimestre de l'année 2022 se présentent comme suit :

1- Le chiffre d'affaires en DT au cours du 1er trimestre de l'année 2022 a atteint 57,9 millions de dinars contre 30,5 millions de dinars courant la même période de l'année 2021, soit une croissance significative de 89.5% qui s'explique essentiellement par :

- L'accroissement de 40% du prix de vente moyen en US Dollar

du premier trimestre 2022 par rapport à la même période une année auparavant.

- Les exportations du fluorure d'aluminium ont progressé de 27%.

2- La production de fluorure d'aluminium durant le 1er trimestre 2022 a enregistré une progression de 2,5% par rapport à la même période de l'année précédente grâce au maintien d'un rythme continu et soutenu de la marche de l'usine.

3- Le marché de l'aluminium (LME), et en raison de la forte

demande consécutive à la reprise économique après la crise sanitaire COVID-19, est en nette progression, ce qui a engendré un accroissement du prix de fluorure d'aluminium.

4- La forte demande internationale sur les matières premières consommées par ICF a fait augmenter leurs prix ;

5- La reprise des échanges internationaux après la crise sanitaire COVID-19, a impacté à la hausse le coût de fret maritime, qui se situe à un niveau très élevé.



Amen Bank AGO

Dynamique commerciale, performance et consolidation de ses indicateurs financiers

L'année 2021, toujours marquée par les effets de la crise sanitaire n'a pas empêché AMEN BANK de poursuivre sur sa dynamique de progression commerciale dans la collecte des ressources et également dans le financement de l'économie.

Ainsi, les dépôts de la clientèle se sont établis à fin décembre 2021 à 6.343,8 MD contre 5 861,0 MD en 2020, en évolution de 8,2% dopés notamment par l'évolution des dépôts d'épargne de 9,1% et celle des dépôts à terme, de 12,3%.

Les crédits à la clientèle, ont enregistré une progression de 4,0% passant de 6 003,1 MD à 6.245,7 MD démontrant la volonté d'AMEN BANK de poursuivre son soutien à l'économie malgré la conjoncture en berne.

Les produits d'exploitation, en augmentation de 2% par rapport à 2020, confortés par la baisse des charges d'exploitation bancaire qui ont enregistré une baisse de 8,00%, passant de 456 011 mille dinars au cours de l'année 2020 à 419 510 mille dinars pour l'année 2021 ont permis une progression

de 13,4% du produit net bancaire passant de 400,5 MD, à 454,2 MD.

L'augmentation des charges opératoires de 11,25%, résulte notamment des frais de personnel qui ont enregistré une évolution de 12,64% par rapport à fin décembre 2020, due essentiellement à l'augmentation salariale sectorielle décidée en juillet 2021 et dont l'application est entrée en vigueur à partir du 1er septembre 2020, faisant supporter à l'exercice 2021 une partie des charges de

2020. Malgré cette hausse, le coefficient d'exploitation s'est amélioré à 40,68% contre 41,48% au 31 Décembre 2020, soit une amélioration de 80 points de base.

Avec un effort de provisionnement de 116,5 MD et tenant compte du don au profit de l'Etat de 12 MD, le résultat net a atteint 129,7 MD en progression de 30,1% par rapport à 2020.

L'exercice 2021 a conforté la banque dans la poursuite du renforcement de ses fonds propres et la consolidation de sa structure financière. Ainsi, le niveau de capitaux propres d'AMEN BANK a atteint 1 186,2 millions de dinars au 31 décembre 2021, en progression de 6,5% dégageant un actif net par action de 39,9 dinars.

Au cours de 2021, AMEN BANK a également réussi à améliorer le profil de son risque de liquidité en réduisant son recours au refinancement. Ainsi, le LCR, à fin 2021 s'est fixé à 132,2% contre un ratio réglementaire minimum fixé par la BCT de 100,00%.

Au 31 décembre 2021, le ratio de solvabilité et le ratio Tier 1 se sont établis à respectivement 16,61%, et 11,99%, largement au-dessus de l'exigence réglementaire confirmant la solidité de sa structure financière.



Wifak Bank annonce des résultats en forte croissance

Wifak International Bank vient d'annoncer ses indicateurs du premier trimestre 2022, confirmant des résultats en forte croissance avec des produits d'exploitation bancaires en hausse de +43,09% par rapport à la même période de 2021 et un PNB en forte augmentation à 13,2 MDT, soit +56,38%.

Les charges d'exploitation bancaires enregistrent une

hausse 27,92% par rapport au 31 mars 2021.

Quant aux encours des financements à la clientèle ils ont enregistré une augmentation de +133,097 MDT, soit +25,73% par rapport au 31 mars 2021.

Les dépôts et avoirs de la clientèle ont enregistré une progression de +17,27% par rapport au 31 mars 2021 soit une augmentation de +90,8 MDT.



H O R S - S É R I E

MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

Enjeux et opportunités de la mobilité



STB AGO Exercice 2021

Objectifs de restructuration et de transformation atteints



- Résultat Net : 115 MD (+60%)
- Dépôts de la clientèle : 9.048 MD (+7,2%)
- Créances Nettes sur la Clientèle : 9.731 MD (+7,2%)
- Capitaux Propres : 1.215 MD (+10,5%)

Total bilan : 13.506 MD (+10,3%)
Nonobstant l'impact de la baisse des taux d'intérêts directeurs, le Produit Net Bancaire a poursuivi son mouvement à la hausse et ce à la faveur de l'appréciation des revenus du portefeuille titres et des opérations financières.

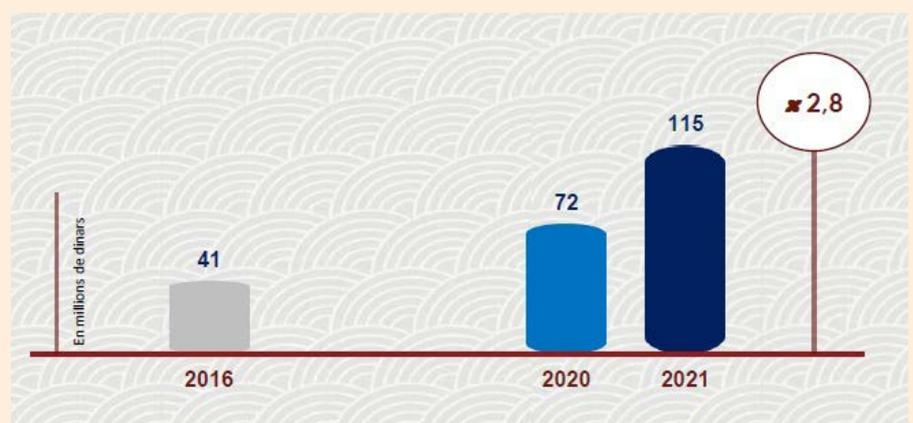
Grâce surtout à l'amélioration du coût de risques net sur créances, le résultat net a affiché un bond

L'année 2021 a montré de nouveau la résilience de la STB et son rebond, après la réalisation réussie des objectifs de restructuration et de transformation, érigés dans le cadre du plan de décollage 2016-2020.

en tant que 2ème établissement public le mieux gouverné en Tunisie par l'Association Tunisienne des Contrôleurs Publics.

- Produit Net Bancaire (PNB) : 651 MD (+4%)

Capitalisant sur ses acquis d'amélioration des agrégats d'activité et de performance, la banque a mené des mutations majeures pour soutenir ses nouveaux modèles managérial, opérationnel et relationnel intégralement orientés client et basés sur la bonne gouvernance et l'expertise de ses équipes. Et pour cause, la STB a été choisie



de 60% pour se situer à 115,5 MD au terme de l'exercice 2021, équivalent à 2,8 fois celui enregistré il y a 5 ans.

Parallèlement, la STB a continué à consolider ses ratios de solvabilité à:

- 13,25% pour le ratio de couverture des risques (solvabilité globale)
- 9,25% pour le ratio Tier1 (Fonds propres nets de base)

Consolidation continue des ratios de solvabilité ayant culminé à:

- 13,25% pour le ratio de couverture des risques (solvabilité globale)
- 9,25% pour le ratio Tier1 (Fonds propres nets de base)

Forte de ses acquis, "la STB a poursuivi son développement qui s'articule autour de plusieurs principaux axes stratégiques visant à placer la centricité client au cœur de la transformation, avec le développement de parcours digitaux lucides et personnalisés, l'arrivée à une vitesse de croisière en matière de transformation digitale à même de se conformer aux normes internationales, avec une ambition de transformer la banque en établissement totalement technologique agile et orienté client et résultats".



MPBS

États financiers 2021

La société MPBS informe ses actionnaires que son conseil d'administration réuni le lundi 25 avril 2022, a passé en revue l'activité de la société au cours de l'exercice 2021 et a arrêté les états financiers individuels et consolidés relatif au dit exercice. Les états financiers individuels de la Société MPBS ont fait ressortir un résultat net de 3.855.512 TND fin 2021.

Le résultat net de l'ensemble consolidé fin 2021 est de 7.903.400 TND.

Le conseil d'administration a décidé de convoquer l'assemblée générale ordinaire pour le samedi 04/06/2022 à 11h à l'IACE section Sfax et de proposer la distribution d'un dividende de 0,200 DT par action.



BH Bank - AGO Exercice 2021

Des résultats prometteurs

L'Assemblée Générale Ordinaire de la BH Bank, tenue à distance le vendredi 29 avril 2022 au siège de la Banque, conformément à la décision du Conseil d'Administration du 24/03/2022, a approuvé les Etats Financiers et les résultats afférents à l'exercice 2021. Le résultat consolidé a enregistré une évolution de 88,6 % pour atteindre 137,8 MD.

L'Assemblée Général a fixé le montant du dividende à distribuer aux actionnaires à 0,950 DT par action. Les actionnaires préalablement inscrits à une plateforme en ligne sur le site de la banque ont pu participer aux travaux, interagir en temps réel

avec le Bureau de l'AGO et voter par correspondance.

Lors de l'ouverture de l'AGO, M. Mohamed Salah CHEBBI EL AHSSSEN, Président du Conseil d'Administration, a précisé qu'en dépit d'une conjoncture nationale et internationale difficile et aggravée par la pandémie COVID 19, la Banque a continué à développer ses activités tout en achevant sa phase de restructuration par la finalisation de tous les projets y afférents dont notamment la mise à niveau du capital humain et le développement des compétences, le développement du système d'information, la mise

en œuvre de la Stratégie digitale et la dynamisation du réseau.

Il a ajouté que malgré les circonstances économiques, la BH Bank a réussi à réaliser un résultat net consolidé bénéficiaire de 137,8 millions de dinars soit une évolution de 88,6 %.

A la fin de son intervention, M. EL AHSSSEN a souligné qu'il est confiant du soutien des actionnaires, de la détermination de la Direction Générale et de l'adhésion et dévouement de tout le personnel de la Banque pour relever et consolider les performances réalisées par le Groupe BH.



6,8 tonnes d'avoires en or

Les avoires en or de la Tunisie s'élèvent à 6,8 tonnes d'or, à fin décembre 2021, répartis entre pièces commémoratives (2,69 tonnes) et lingots (4,13 tonnes) pour une valeur globale estimée à environ 697,7 MD, contre 675,3, en 2020.

L'augmentation de 22,4 MD de ces avoires est principalement due à l'évolution du cours de change du dollar américain par rapport au dinar, selon les Etats Financiers de la Banque Centrale de Tunisie (BCT) pour l'exercice 2021.

Sur les 4,13 tonnes d'or en lingots, 2,72 tonnes sont déposées à la BCT, alors que 1,4 tonne est placée à la Banque d'Angleterre. Les avoires en lingots d'or sont évalués au cours du marché à la fin du mois de décembre, en utilisant le fixing de Londres du matin.

En effet, le cours du dollar par rapport au dinar a grimpé de 2,678 à fin décembre 2020 à 2,8755, à la clôture de l'exercice 2021.

Cette augmentation a compensé ainsi la baisse du cours de l'once d'or qui a reculé de 3,75%, par rapport à 2020, de 1891,1 dollars (ou 60,8 dollars le gramme d'or fin) à 1820,1 dollars (ou 58,52 dollars le gramme d'or fin).

Prenant la parole, Hichem Rebai, Directeur Général, a indiqué que l'année 2021 s'est soldée, non sans difficultés inhérentes au contexte, par des réalisations pertinentes et des avancées confirmées en lien avec plusieurs thématiques notamment la collecte de l'Épargne, le Recouvrement commercial et amiable, la conformité, le digital, l'infrastructure logistique et informatique, le Contrôle, les Ressources Humaines, l'accompagnement des clients et l'activité de marché.

Il a ajouté que face à des circonstances exceptionnelles à plus d'un égard, la banque a fait preuve d'une résilience de son mode de fonctionnement et d'une capacité de réajuster son dispositif opérationnel en fonction d'un ensemble de contraintes inédites imposées par une crise sanitaire sans précédent et un contexte économique des plus hostiles.

En ce qui concerne l'activité de la BH Bank, l'exercice 2021 a été clôturé par une évolution des ressources de la clientèle de 7,6% (+548 MD) grâce à un flux additionnel de 119 MD des dépôts à vue et surtout des dépôts d'épargne qui ont progressé de 14,5% (+359 MD), une performance rééditée après celle enregistrée en 2020 de +15,4% (soit +331,8 MD).

La BH Bank fait ainsi figure d'un acteur majeur et incontournable sur le marché national de mobilisation de l'épargne.

Il a ajouté qu'au titre de l'année 2021, la banque a poursuivi sa contribution dans le financement de l'économie dont l'encours brut s'élève à 11.362 MD.

Le PNB de 2021(+12,4%) a été pour la deuxième année consécutive tiré par une nette amélioration du rendement marginal des crédits et des opérations de marché et une contribution substantielle des commissions.

Les frais généraux évoluant à 17,1% ont été impactés en 2021 par une augmentation de la masse salariale de (+20,6%).

L'effet combiné d'un RBE passant à fin 2021 à 370,3 MD et un CNR qui s'est fléchi à 111 pb après un effort de provisionnement exceptionnel et non récurrent en 2020 sur créances clientèles atteignant 152 Pb, le résultat de l'exercice 2021 est passé à 134,7 MD soit une croissance 84,7% et ce, en tenant compte de la contribution de la banque au don national de 18 MD.

Le résultat consolidé se situant à 137,8 MD est pour la première fois supérieur au résultat individuel.



HORS-SÉRIE

ÉPARGNE & PLACEMENTS

EN TUNISIE

SUPPLÉMENT

w/m/c

ÉPARGNE & PLACEMENTS
LE GUIDE

Tunindex

7 256,15

Var. Année **2,98 %**

29/04/2022

Tunindex 20

318,49

Var. Année **3,83 %**

29/04/2022

Volume semaine **16,062** Million DTCapitalisation **23,087** Milliard DTPER marché **11,4**
(Mars)

INDICES SECTORIELS

| Code ICB | | INDICE | Var An |
|-------------|---|-----------------|---------------|
| 8000 | Sociétés Financières | 4 793,04 | 10,80% |
| 8300 | Banques | 4 426,66 | 11,97% |
| 8500 | Assurances | 12 125,68 | -2,75% |
| 8700 | Services Financiers | 6 368,33 | 9,90% |
| 5000 | Services aux Consommateurs | 2 745,93 | 0,17% |
| 5300 | Distribution | 4 326,20 | 0,17% |
| 3000 | Biens de Consommations | 8 067,34 | -8,98% |
| 3500 | Agro-Alimentaire et Boissons | 10 575,77 | -7,84% |
| 3700 | Produits Ménagers et de Soins Personnel | 2 122,94 | -12,42% |
| 2000 | Industries | 1 284,91 | -2,73% |
| 2300 | Batiment et Matériaux de Constructions | 565,45 | -1,00% |
| 1000 | Matériaux de Base | 3 582,64 | 1,08% |

+ FORTES HAUSSES DE LA SEMAINE

| | CLÔTURE | VAR. Hebdo |
|--------------------|---------|------------|
| STB | 3,770 | 10,07% |
| CIMENTS DE BIZERTE | 1,760 | 9,17% |
| BTE (ADP) | 6,880 | 7,78% |
| SOTUMAG | 5,260 | 6,84% |
| SPDIT - SICAF | 8,460 | 6,61% |

+ FORTES BAISES DE LA SEMAINE

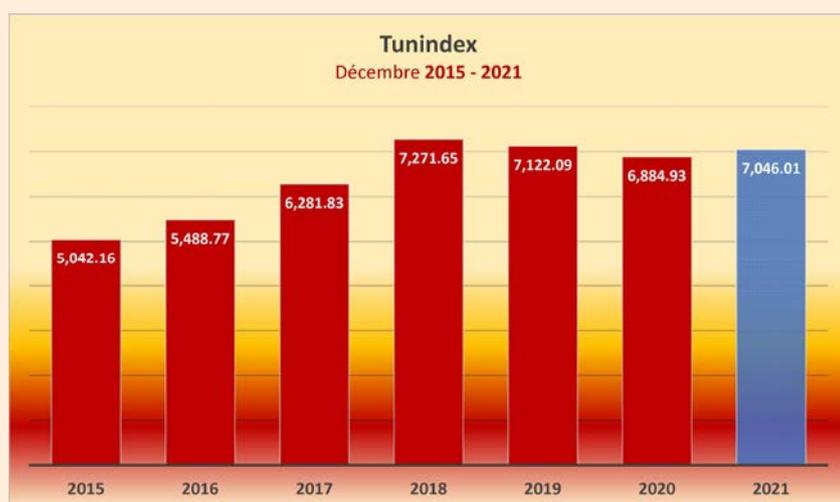
| | CLÔTURE | VAR. Hebdo |
|---------------|---------|------------|
| AMS | 1,030 | -18,48% |
| SOTEMAIL | 2,610 | -12,46% |
| UADH | 0,390 | -7,89% |
| GIF-FILTER | 0,450 | -7,69% |
| NEW BODY LINE | 6,200 | -7,30% |

+ FORTES BAISES DE L'ANNEE

| | CLÔTURE | VAR. Hebdo |
|-----------------|---------|------------|
| SIPHAT | 3,580 | -36,07% |
| TUNINVEST SICAR | 8,250 | -30,56% |
| MAGASIN GENERAL | 11,900 | -28,44% |
| MIP | 0,160 | -20,00% |
| SAH LILAS | 9,060 | -18,96% |

+ FORTES HAUSSES DE L'ANNEE

| | CLÔTURE | VAR. AN |
|------------|---------|---------|
| AETECH | 0,960 | 123,26% |
| STIP | 3,650 | 46,00% |
| SOTUMAG | 5,260 | 38,42% |
| STB | 3,770 | 26,51% |
| BH LEASING | 1,810 | 24,83% |



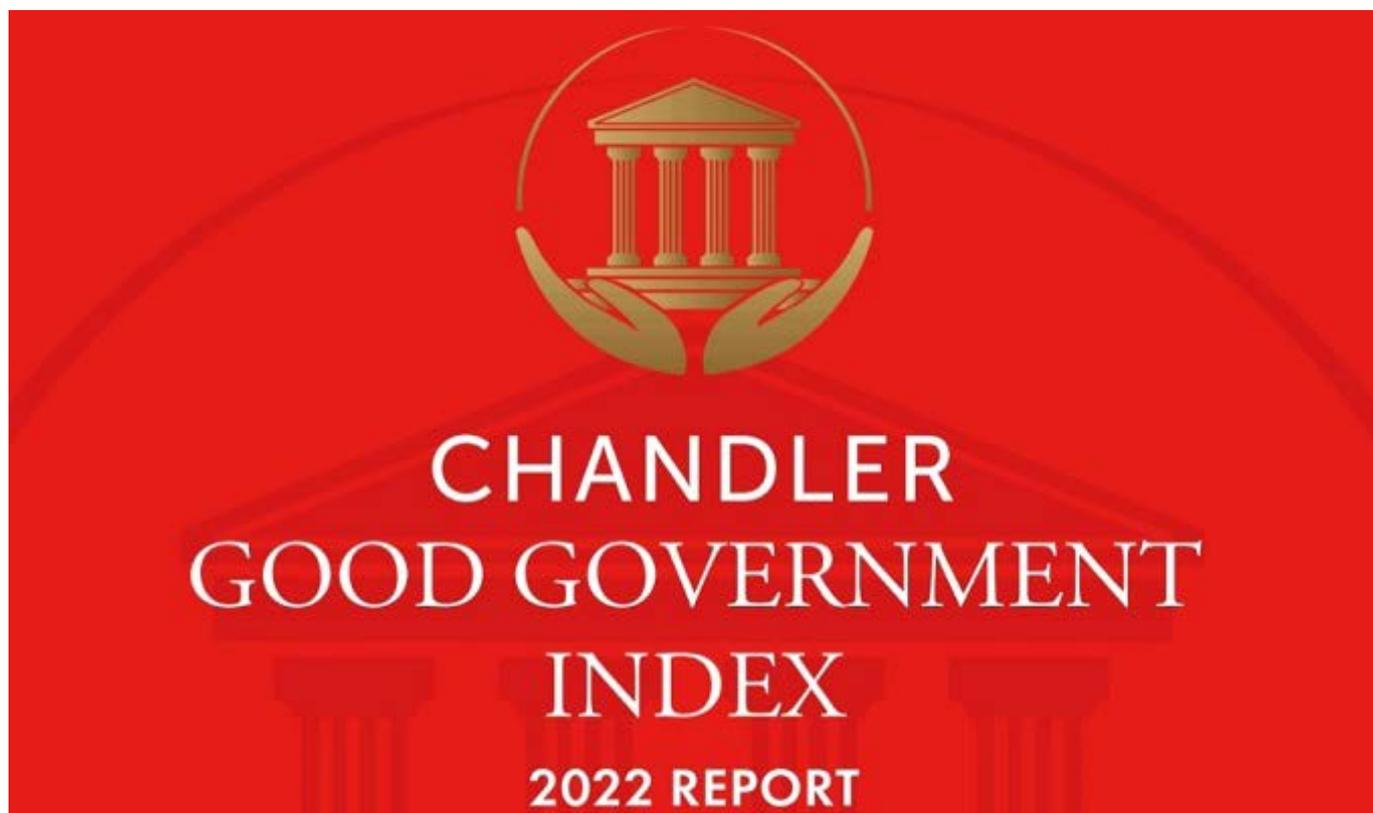
COTATIONS

| Titres | Nominal | Titres admis | Clôture | | 29/04/2022 | Variation Hebdo | Variation Année | Capitalisation (MDT) |
|-----------------------------------|---------|--------------|---------------|--------------------|---------------|-----------------|-----------------|----------------------|
| | | | Décembre 2021 | Semaine précédente | De la semaine | | | |
| SOCIETES FINANCIERES | | | | | | | | 10 663,686 |
| BANQUES | | | | | | | | 8 801,580 |
| Amen Bank | 5 | 26 481 000 | 24,200 | 24,500 | 25,000 | 2,04% | 3,31% | 662,025 |
| ATB | 1 | 100 000 000 | 2,290 | 2,320 | 2,300 | -0,86% | 0,44% | 230,000 |
| BH Bank | 5 | 47 600 000 | 9,400 | 11,000 | 11,000 | 0,00% | 17,02% | 523,600 |
| BIAT | 5 | 35 700 000 | 59,190 | 69,100 | 69,300 | 0,29% | 17,08% | 2 474,010 |
| BNA | 5 | 64 000 000 | 7,520 | 9,040 | 9,000 | -0,44% | 19,68% | 576,000 |
| Banque de Tunisie | 1 | 225 000 000 | 5,500 | 6,000 | 6,030 | 0,50% | 9,64% | 1 356,750 |
| BTE (ADP) | 20 | 1 000 000 | 7,330 | 6,310 | 6,880 | 9,03% | -6,14% | 6,880 |
| STB | 5 | 155 375 000 | 2,980 | 3,470 | 3,770 | 8,65% | 26,51% | 585,764 |
| Attijari Bank | 5 | 40 741 997 | 30,400 | 30,500 | 31,000 | 1,64% | 1,97% | 1 263,002 |
| UBCI | 5 | 20 001 529 | 19,800 | 22,100 | 22,100 | 0,00% | 11,62% | 442,034 |
| UIB | 5 | 32 560 000 | 15,700 | 14,980 | 14,850 | -0,87% | -5,41% | 483,516 |
| Wifack Bank | 5 | 30 000 000 | 7,300 | 6,600 | 6,600 | 0,00% | -9,59% | 198,000 |
| ASSURANCES | | | | | | | | 1 151,603 |
| ASTREE | 5 | 6 000 000 | 56,200 | 57,430 | 57,430 | 0,00% | 2,19% | 344,580 |
| BH Assurances | 5 | 2 660 000 | 47,500 | 47,500 | 47,500 | 0,00% | 0,00% | 126,350 |
| STAR | 10 | 2 307 693 | 121,990 | 116,000 | 120,000 | 3,45% | -1,63% | 276,923 |
| Tunis RE | 5 | 20 000 000 | 7,140 | 6,770 | 6,800 | 0,44% | -4,76% | 136,000 |
| Assur. MAGHREBIA | 10 | 4 500 000 | 63,880 | 61,000 | 59,500 | -2,46% | -6,86% | 267,750 |
| LEASING | | | | | | | | 419,643 |
| ATL | 1 | 32 500 000 | 1,820 | 2,510 | 2,260 | -9,96% | 24,18% | 73,450 |
| BH Leasing | 5 | 7 000 000 | 1,450 | 1,890 | 1,810 | -4,23% | 24,83% | 12,670 |
| Best Lease | 1 | 30 000 000 | 2,380 | 2,260 | 2,260 | 0,00% | -5,04% | 67,800 |
| CIL | 5 | 5 000 000 | 16,140 | 18,000 | 18,000 | 0,00% | 11,52% | 90,000 |
| Hannibal Lease | 5 | 11 000 000 | 2,910 | 3,110 | 3,150 | 1,29% | 8,25% | 34,650 |
| Attijari Leasing | 10 | 2 750 000 | 12,000 | 13,500 | 13,990 | 3,63% | 16,58% | 38,473 |
| Tunisie Leasing Fact | 5 | 10 800 000 | 9,050 | 9,000 | 9,500 | 5,56% | 4,97% | 102,600 |
| SOCIETES D'INVESTISSEMENTS | | | | | | | | 290,860 |
| PL. TSIE Sicaf | 10 | 1 000 000 | 44,140 | 46,010 | 46,010 | 0,00% | 4,24% | 46,010 |
| SPDIT Sicaf | 1 | 28 000 000 | 8,470 | 8,500 | 8,460 | -0,47% | -0,12% | 236,880 |
| Tuninvest Sicar | 1 | 966 000 | 11,880 | 8,250 | 8,250 | 0,00% | -30,56% | 7,970 |
| INDUSTRIES | | | | | | | | 10 857,954 |
| HOLDING | | | | | | | | 2 238,484 |
| OneTech Holding | 1 | 53 600 000 | 8,670 | 8,140 | 8,180 | 0,49% | -5,65% | 438,448 |
| Poulina GH | 1 | 180 003 600 | 11,400 | 10,000 | 10,000 | 0,00% | -12,28% | 1 800,036 |
| AGRO-ALIMENTAIRE | | | | | | | | 5 192,269 |
| CEREALIS | 1 | 4 888 889 | 9,000 | 11,700 | 11,180 | -4,44% | 24,22% | 54,658 |
| Delice Holding | 10 | 54 907 262 | 15,000 | 15,480 | 15,500 | 0,13% | 3,33% | 851,063 |
| LAND'OR | 1 | 11 226 376 | 8,800 | 8,970 | 8,900 | -0,78% | 1,14% | 99,915 |
| SFBT | 1 | 247 500 000 | 18,280 | 16,720 | 16,700 | -0,12% | -8,64% | 4 133,250 |
| SOPAT | 1 | 37 861 250 | 1,300 | 1,400 | 1,410 | 0,71% | 8,46% | 53,384 |
| PHARMACEUTIQUE | | | | | | | | 345,560 |
| ADWYA | 1 | 21 528 000 | 4,750 | 5,070 | 5,050 | -0,39% | 6,32% | 108,716 |
| SIPHAT | 5 | 1 800 000 | 5,600 | 3,530 | 3,580 | 1,42% | -36,07% | 6,444 |
| UNIMED | 1 | 32 000 000 | 7,410 | 7,150 | 7,200 | 0,70% | -2,83% | 230,400 |
| COMPOSANTS AUTOMOBILE | | | | | | | | 45,880 |
| ASSAD | 1 | 12 000 000 | 1,670 | 1,400 | 1,390 | -0,71% | -16,77% | 16,680 |
| GIF-FILTER | 1 | 10 536 994 | 0,520 | 0,490 | 0,450 | -8,16% | -13,46% | 4,742 |
| STEQ | 5 | 1 400 000 | 6,500 | 6,500 | 6,500 | 0,00% | 0,00% | 9,100 |
| STIP | 3 | 4 207 824 | 2,500 | 3,650 | 3,650 | 0,00% | 46,00% | 15,359 |

données fournis à titre indicatif

COTATIONS

| Titres | Nominal | Titres admis | Clôture | | 29/04/2022 | Variation Hebdo | Variation Année | Capitalisation (MDT) | |
|--|---------|--------------|---------------|--------------------|---------------|-----------------|-----------------|---------------------------------------|-------------------|
| | | | Décembre 2021 | Semaine précédente | De la semaine | | | | |
| CIMENTIER | | | | | | | | 544,853 | |
| Carthage Cement | 1 | 343 624 940 | 1,320 | 1,350 | 1,360 | 0,74% | 3,03% | 467,330 | |
| Ciments de Bizerte | 1 | 44 047 290 | 2,180 | 1,560 | 1,760 | 12,82% | -19,27% | 77,523 | |
| CHIMIE | | | | | | | | 395,991 | |
| Air Liquide | 25 | 1 637 504 | 102,720 | 94,490 | 94,500 | 0,01% | -8,00% | 154,744 | |
| ALKIMIA | 10 | 1 947 253 | 41,490 | 36,000 | 34,380 | -4,50% | -17,14% | 66,947 | |
| ICF | 10 | 2 100 000 | 81,000 | 81,900 | 83,000 | 1,34% | 2,47% | 174,300 | |
| INDUSTRIES DIVERSES | | | | | | | | 1 908,553 | |
| AMS | 5 | 6 577 192 | 0,920 | 1,200 | 1,030 | -14,17% | 11,96% | 6,775 | |
| Euro-Cycle | 1 | 8 910 000 | 32,440 | 31,580 | 32,500 | 2,91% | 0,18% | 289,575 | |
| MPBS | 2 | 10 334 430 | 5,200 | 4,590 | 4,660 | 1,53% | -10,38% | 48,158 | |
| New Body Line | 1 | 4 250 400 | 5,480 | 6,600 | 6,200 | -6,06% | 13,14% | 26,352 | |
| Office PLAST | 1 | 11 440 931 | 1,720 | 1,680 | 1,620 | -3,57% | -5,81% | 18,534 | |
| SAH Lilas | 1 | 65 345 762 | 11,180 | 9,300 | 9,060 | -2,58% | -18,96% | 592,033 | |
| Atelier Meubles Int | 1 | 5 561 635 | 2,800 | 3,120 | 3,120 | 0,00% | 11,43% | 17,352 | |
| SIAME | 1 | 15 444 000 | 4,310 | 3,790 | 3,700 | -2,37% | -14,15% | 57,143 | |
| SANIMED | 1,109 | 12 400 000 | 2,230 | 2,370 | 2,390 | 0,84% | 7,17% | 29,636 | |
| SOMOCER | 1 | 40 656 000 | 0,850 | 0,870 | 0,870 | 0,00% | 2,35% | 35,371 | |
| SOTEMAIL | 1 | 34 513 514 | 3,050 | 2,990 | 2,610 | -12,71% | -14,43% | 90,080 | |
| SOTUVER | 1 | 33 215 325 | 7,320 | 7,780 | 7,620 | -2,06% | 4,10% | 253,101 | |
| SOTIPAPIER | 1,09 | 27 941 666 | 5,680 | 5,990 | 5,900 | -1,50% | 3,87% | 164,856 | |
| SOTRAPIL | 5 | 4 138 200 | 12,850 | 14,520 | 14,520 | 0,00% | 13,00% | 60,087 | |
| TPR | 1 | 50 000 000 | 4,370 | 4,400 | 4,390 | -0,23% | 0,46% | 219,500 | |
| IMMOBILIER | | | | | | | | 81,602 | |
| SIMPAR | 5 | 1 100 000 | 35,000 | 34,000 | 34,000 | 0,00% | -2,86% | 37,400 | |
| SITS | 1 | 15 600 000 | 2,330 | 2,000 | 2,050 | 2,50% | -12,02% | 31,980 | |
| ESSOUKNA | 1 | 5 050 500 | 2,060 | 2,440 | 2,420 | -0,82% | 17,48% | 12,222 | |
| TECHNOLOGIE | | | | | | | | 104,761 | |
| AETECH | 1 | 2 223 334 | 0,430 | 0,980 | 0,960 | -2,04% | 123,26% | 2,134 | |
| TELNET Holding | 1 | 12 130 800 | 8,430 | 8,270 | 8,460 | 2,30% | 0,36% | 102,627 | |
| SERVICES | | | | | | | | 1 508,962 | |
| DISTRIBUTION AUTOMOBILE | | | | | | | | 847,202 | |
| ARTES | 1 | 38 250 000 | 6,180 | 7,150 | 7,080 | -0,98% | 14,56% | 270,810 | |
| CITY CARS | 1 | 18 000 000 | 11,000 | 12,100 | 11,710 | -3,22% | 6,45% | 210,780 | |
| ENNAKL Automobile | 1 | 30 000 000 | 12,300 | 10,300 | 10,500 | 1,94% | -14,63% | 315,000 | |
| UADH | 1 | 36 953 847 | 0,380 | 0,420 | 0,390 | -7,14% | 2,63% | 14,412 | |
| STA | 1 | 2 000 000 | 18,000 | 18,100 | 18,100 | 0,00% | 0,56% | 36,200 | |
| AUTRES SERVICES | | | | | | | | 269,701 | |
| CELLCOM | 1 | 4 461 532 | 4,760 | 4,550 | 4,630 | 1,76% | -2,73% | 20,657 | |
| ELECTROSTAR | 2 | 10 287 556 | 0,830 | 0,880 | 0,820 | -6,82% | -1,20% | 8,436 | |
| MIP | 1 | 4 398 937 | 0,200 | 0,150 | 0,160 | 6,67% | -20,00% | 0,704 | |
| TUNISAIR | 1 | 106 199 280 | 0,570 | 0,520 | 0,520 | 0,00% | -8,77% | 55,224 | |
| SMART Tunisie | 5 | 7 231 031 | 27,100 | 25,540 | 25,540 | 0,00% | -5,76% | 184,681 | |
| TELECOMMUNICATIONS | | | | | | | | 104,725 | |
| SERVICOM | 1 | 11 874 000 | 0,940 | 1,080 | 1,110 | 2,78% | 18,09% | 13,180 | |
| SOTETEL | 5 | 4 636 800 | 2,820 | 2,780 | 2,740 | -1,44% | -2,84% | 12,705 | |
| Tawasol GH | 1 | 108 000 000 | 0,690 | 0,730 | 0,730 | 0,00% | 5,80% | 78,840 | |
| DISTRIBUTION DE BIENS DE CONSOMMATION | | | | | | | | 287,334 | |
| Sotumag | 1 | 13 200 000 | 3,800 | 5,000 | 5,260 | 5,20% | 38,42% | 69,432 | |
| Magasin General | 1 | 11 481 250 | 16,630 | 11,140 | 11,900 | 6,82% | -28,44% | 136,627 | |
| Monoprix | 2 | 19 969 372 | 4,650 | 3,960 | 4,070 | 2,78% | -12,47% | 81,275 | |
| <i>(Données fournis à titre indicatif)</i> | | | | | | | | Total capitalisation boursière | 23 030,601 |



Chandler Index de la Bonne Gouvernance

La Tunisie dans les dix derniers

L'Institut Chandler de la Gouvernance (the Chandler Institute of Governance) vient de lancer, à partir de Singapour, la deuxième édition de son rapport annuel sur l'état de la gouvernance mondiale dans 104 pays qui totalisent environ 90% de la population mondiale à travers son Indicateur de la Bonne Gouvernance (IBG).

Comme son nom l'indique, cet indicateur va au-delà des outils classiques d'évaluation de la gouvernance, pour évaluer l'efficacité et la résilience des gouvernements et leurs capacités d'action en temps de crise et de difficulté, à l'instar de la crise sanitaire qui a frappé tous les pays sans exception, mais dont les effets ont varié d'un pays à un autre.

Il s'agit de l'indicateur le plus complet en ce sens qu'il évalue la qualité de l'action gouvernementale sur plusieurs aspects.

L'IBG est fondé sur sept piliers qui se déclinent en 34 sous indicateurs. Ces piliers sont :

- institutions fortes,
- politiques et lois robustes,
- leadership et capacité

- d'anticipation,
- gestion des finances publiques,
- attractivité du marché local,
- réputation et influence mondiale,
- capacité de favoriser l'ascension des populations.

L'IBG est un outil pratique à tous les gouvernements, en ce sens qu'il leur permet de comprendre leurs capacités et leurs efficacités et de les comparer aux autres pays.

Il s'agit d'un indicateur composite calculé sur la base d'un ensemble de données et d'appréciation de praticiens. L'Institut Chandler pour la Gouvernance, basé à Singapour et qui opère dans le monde entier, présente cet indicateur, comme étant un outil neutre non partisan, avec un objectif unique d'aider les gouvernements à mesurer leurs capacités et partant leur résilience surtout en temps de crise.

L'indicateur a permis de révéler d'après les résultats de la présente édition que les gouvernements les mieux classés sont ceux qui ont fait preuve de bonne gestion de la crise pandémique.

Comment se situe la Tunisie ?

Avec un score de 0,425 sur 1, la Tunisie est classée au rang 72 sur 104 pays. Comparée aux pays

de la région, la Tunisie se trouve derrière le Maroc et la Jordanie qui sont respectivement classés au rang 64 et 68 avec des scores de 0,481 et 0,459, mais elle précède d'un point l'Égypte (0,418 et 73 classement) et devance des pays comme l'Algérie, 88ème et le Liban 95ème.

L'analyse des scores obtenus par ces mêmes pays dans les sept piliers qui servent de base pour le calcul du score est assez pertinente et révélatrice des faiblesses et forces de chaque pays.

Le Maroc obtient le score le plus élevé (0,62) dans le pilier "Attractivité du marché local", ce qui constitue un score honorable qui le place sur ce thème précis parmi les pays développés.

La Jordanie et le Liban obtiennent également leurs scores les plus élevés dans ce même thème, avec 0,54 pour le Liban et 0,53 pour l'Égypte.

Comparée à ces pays, la Tunisie est mal lotie sur ce thème avec un score qui la classe au rang 94, c'est-à-dire au sein des dix derniers pays au monde dans "l'attractivité du marché local". La Tunisie obtient son second mauvais classement dans le thème "Gestion des Finances publiques" avec rang 83 et son troisième mauvais classement (77ème) sur 104

dans le thème "Réputation et Influence Mondiale". Son meilleur classement qui est de 62, la Tunisie l'obtient dans le thème "Capacités de favoriser l'ascension des populations".

L'analyse de ces données montre bien la pertinence de cet indicateur dans la restitution de la réalité des pays arabes. Cet indicateur parvient à chiffrer le constat et l'impression qui prévalent dans la région sur chacun de ces thèmes.

C'est ainsi qu'on constate que le Maroc et la Jordanie qui excellent relativement bien dans leurs scores dans bien de thèmes tels que "l'attractivité du Marché local" ou aussi "la Robustesse des Lois et des Politiques" ou aussi "La Réputation et l'Influence Mondiale" ne font pas bien dans le thème "Institutions Fortes" où les deux pays obtiennent un score faible de 0,33 qui les place au rang 81 mondialement.

L'initiateur de cet indicateur, en l'occurrence "The Chandler Institute of Governance", qui est réputé pour sa rigueur et son sérieux n'a pas tort de présenter cet indicateur comme étant un outil de travail pour les praticiens qui veulent comprendre leurs forces et leurs faiblesses et agir en conséquence.



Le sable comme une ressource stratégique mondiale

Deuxième ressource la plus utilisée au monde après l'eau, le sable doit être reconnu comme une ressource stratégique et son extraction et son utilisation doivent être repensées, selon un nouveau rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Intitulé "Sable et durabilité : 10 recommandations stratégiques pour éviter une crise", rendu public mardi 26 avril 2022 par

l'équipe GRID-Genève du PNUE, le rapport précise que 50 milliards de tonnes de sable et de gravier sont utilisées chaque année, soit assez pour construire un mur de 27 mètres de large et 27 mètres de haut autour de la planète Terre.

L'extraction de sable là où il joue un rôle actif, comme les rivières et les écosystèmes côtiers ou marins, peut entraîner, selon le rapport, l'érosion, la salinisation

des aquifères, la perte de protection contre les ondes de tempête et les impacts sur la biodiversité, qui menacent les moyens de subsistance, entre autres, l'approvisionnement en eau, la production alimentaire, la pêche ou l'industrie du tourisme. Selon les auteurs du rapport, le sable doit donc être reconnu comme une ressource stratégique, non seulement comme matériau de construction, mais aussi pour ses multiples

rôles dans l'environnement.

Une norme internationale pour l'extraction du sable

Un prix adapté à sa véritable valeur. Ils soulignent que les gouvernements, les industries et les consommateurs devraient fixer le prix du sable d'une manière qui reconnaisse sa véritable valeur sociale et environnementale. Par exemple, garder le sable sur les côtes peut être la stratégie la plus rentable pour s'adapter au changement climatique en raison de la façon dont il protège contre les ondes de tempête et les impacts de l'élévation du niveau de la mer - ces services devraient être pris en compte dans sa valeur.

Une norme internationale sur la façon dont le sable est extrait du milieu marin devrait également être élaborée, propose le rapport. Cela pourrait entraîner des améliorations spectaculaires, car la plupart des dragages marins sont effectués dans le cadre d'appels d'offres publics ouverts aux entreprises internationales.

Interdiction...

En attendant, le rapport recommande d'interdire l'extraction du sable des plages en raison de son importance pour la résilience côtière, l'environnement et l'économie. Le rapport souligne par ailleurs

que le sable est essentiel au développement économique, nécessaire pour produire du béton et construire des infrastructures vitales allant des maisons et des routes aux hôpitaux.

Soutien à la biodiversité

En fournissant des habitats et des lieux de reproduction pour une flore et une faune diverses, le sable joue également une fonction vitale pour soutenir la biodiversité, y compris les plantes marines qui agissent comme des puits de carbone ou filtrent l'eau. La ressource sera cruciale pour atteindre les objectifs de développement durable et faire face à la triple crise planétaire du changement climatique, de la pollution et de la perte de biodiversité. Cependant, il est utilisé plus rapidement qu'il ne peut se reconstituer naturellement, sa gestion responsable est donc cruciale.

Une économie circulaire du sable est possible

Les auteurs notent que des solutions existent pour évoluer vers une économie circulaire du sable, notamment l'interdiction de l'enfouissement des déchets minéraux et l'incitation à la réutilisation du sable dans les marchés publics font partie des mesures politiques citées. La roche concassée ou les matériaux de construction et de

démolition recyclés, ainsi que le "sable de minerai" provenant des résidus miniers font partie des alternatives viables au sable qui devraient également être encouragées, détaille le rapport. Ils ajoutent que de nouvelles structures institutionnelles et juridiques sont nécessaires pour que le sable soit plus efficacement gouverné et que les meilleures pratiques soient partagées et mises en œuvre.

Les ressources en sable doivent en outre être cartographiées, surveillées et signalées, recommande le rapport. En attendant, toutes les parties prenantes doivent être impliquées dans les décisions liées à la gestion du sable pour permettre des approches locales et éviter les solutions universelles, souligne le document.

Le rapport fait suite à une résolution sur la gouvernance des ressources minérales adoptée lors de la quatrième Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA) qui appelait à des actions sur la gestion durable du sable. Ce mandat a été confirmé à l'UNEA-5 en 2022 dans la nouvelle résolution intitulée Aspects environnementaux de la gestion des minéraux et des métaux, adoptée par tous les Etats membres.



La Tunisie réceptionne l'Académie diplomatique, un don chinois

Une cérémonie à distance réunissant des responsables tunisiens et chinois a eu lieu, mercredi 27 avril 2022, au siège du ministère des Affaires étrangères, et ce à l'occasion de la fin des travaux et la réception, par la Tunisie, de l'Académie diplomatique tunisienne.

Cette cérémonie s'est déroulée en présence notamment du ministre des Affaires étrangères, Othman Jerandi, du vice-ministre chinois du Commerce, Qian Keming, de l'ambassadeur de Chine en Tunisie, Zhang Jianguo. En marge de la cérémonie, Jerandi

a fait savoir que l'Académie diplomatique permettra de former les diplomates tunisiens dans tous les domaines. Mais ses portes seront aussi ouvertes aux diplomates des pays frères et amis, ce qui permettra, par l'échange des recherches et des visions, d'établir des relations diplomatiques solides, a-t-il ajouté.

Pour sa part, le diplomate chinois a dit espérer voir cette académie diplomatique contribuer à renforcer le rayonnement de la Tunisie à l'échelle régionale, soulignant que ce nouveau-né encourage la mise en commun de quelques expériences entre

la Chine et tous les pays du continent africain.

A cette occasion, la Tunisie et la Chine ont signé deux accords dans le domaine de la santé. Le premier porte sur un don d'équipements médicaux destinés à l'hôpital de Sfax, alors que le deuxième accord prévoit l'envoi de médecins chinois en Tunisie pendant les cinq prochaines années.

A rappeler que la pose de la première pierre de ce projet de création d'une académie diplomatique a eu lieu en avril 2019, mois qui coïncide avec le 55e anniversaire de

l'établissement des relations tuniso-chinoises. L'académie remplace l'Institut diplomatique de formation et d'Etudes qui a été créé il y a plus de 20 ans.

La création de cette académie s'inscrit notamment dans le cadre des efforts du ministère pour relever le niveau de compétence des diplomates et l'amélioration de la formation des cadres du ministère et fonctionnaires de l'Etat dans les domaines de la diplomatie et de la coopération internationale.

Selon le décret gouvernemental portant création de l'académie politique, cette institution a une vocation nationale, ainsi que des dimensions régionales et internationales, étant donné que c'est un établissement spécialisé dans l'enseignement, la formation, la mise à niveau, le développement des compétences et du savoir-faire, la réalisation des études, les recherches et les analyses prospectives et stratégiques dans les domaines de l'action diplomatique et des relations internationales.

Elle veille, également, à établir des partenariats au niveau international et à renforcer la coopération et l'échange des expertises avec les établissements similaires.



FMI

Vers une nouvelle session de discussions techniques !

Il semble qu'une nouvelle session de discussions techniques vient d'être annoncée par le FMI. Si cela prouve quelque chose, c'est que le programme de réformes proposé par le gouvernement tunisien même si approuvé dans le principe n'a pas été assez convaincant pour le board du FMI pour passer à une seconde étape.

Il faut dire que la frilosité du gouvernement, l'absence, d'après des témoins qui ont suivi la mise en place du programme de réformes, d'une coordination approfondie entre les différents départements ministériels et l'incapacité d'engager de

véritables réformes n'est pas pour rassurer les partenaires internationaux!

La diplomatie et de véritables plaidoyers pour défendre les choix nationaux auprès des centres décisionnels internationaux ont été quasi absents.

L'élargissement des concertations pour assurer l'adhésion de tous les acteurs économiques au programme des réformes est une condition sine qua none pour le FMI mais il paraît que ce n'est pas le cas à ce jour.

Qu'est ce qui attend la Tunisie dans les mois à venir ?



Hommage du Japon à Mohamed Ghannouchi, ancien premier ministre

Mohamed Ghannouchi, ancien Premier ministre et ancien ministre de la Coopération internationale et d'Investissement étranger, a été décoré du Grand Cordon de l'Ordre du Soleil Levant, pour sa contribution au développement de la relation et la compréhension mutuelle entre le Japon et la Tunisie.

Lorsqu'il était ministre de la Coopération internationale et de l'Investissement étranger de 1991 à 1999, Ghannouchi a donné la priorité à la diversification du partenariat de coopération économique et a activement promu des projets avec le Japon dans les domaines des infrastructures, des sciences et

technologies et des technologies de l'information.

Au cours de son service en tant que ministre de la Coopération internationale, dix (10) projets de l'aide publique au développement avaient été signés pour un total de 66 milliards de yens.



Nomination

Mourad Ben Hassine a été nommé nouveau président directeur général du Centre de promotion des exportations (CEPEX) en vertu du décret présidentiel n°386 de 2022 publié dans le Journal Officiel de la République Tunisienne (JORT) n°45 du 22 avril 2022.

Mourad Ben Hassine avait occupé le poste de directeur général de l'Institut national de la consommation (INC).

A rappeler que l'ancien PDG du Cepex, Chiheb Ben Ahmed, avait été limogé en novembre 2021.

Le premier grand projet de coopération de la JICA en Tunisie, en l'occurrence le projet d'amélioration et d'expansion du réseau de transmission interurbain en 1993, a contribué à une amélioration significative du niveau des services de télécommunication dans toute la Tunisie et a jeté les bases de la numérisation et du développement ultérieurs du pays comme un pays à forte capacité technologie.

Ensuite, le projet de construction du pont de Radès-La Goulette, pour lequel un accord de prêt avait été signé en 1999, est devenu un symbole des relations amicales entre le Japon et la Tunisie, au point qu'il a été adopté comme motif d'un timbre postal commémoratif célébrant l'établissement des relations diplomatiques bilatérales entre le Japon et la Tunisie.

Ghannouchi, en tant que Premier ministre de 1999 à 2011, avait mis en avant l'importance de la coopération scientifique et technologique entre le Japon et la Tunisie. Et lors d'une visite au Japon en 2003, il a proposé au Premier ministre nippon d'alors, Koizumi, un projet de construction du Technoparc de Borj Cedria. Depuis lors, le parc s'est développé en un centre de coopération de recherche, y compris le partenariat avec l'Université de Tsukuba en 2008.

En outre, Ghannouchi a développé la coopération triangulaire Afrique-Japon-Tunisie. Le projet d'éducation à la santé reproductive et le projet Kaizen eu sont de bons exemples.

De ce fait, Mohamed Ghannouchi a fondé la base de l'initiative triangulaire qui devrait être davantage développée lors de la TICAD 8 qui se tiendra cet été en Tunisie.



AUDIENCE WMC PORTAIL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



Ali Riahi à la Cité de la Culture

Après plus de 50 ans depuis son décès, le célèbre chanteur feu Ali Riahi, continue de surprendre encore ses fans et cette fois avec une statue en cire qui est érigée en sa mémoire et qui a pris place au beau milieu du Théâtre de

l'Opéra de la Cité de la Culture, Chedli Klibi. L'événement a été une agréable surprise pour le public, qui a afflué en grand nombre au Théâtre de l'Opéra dimanche soir pour assister au concert de l'artiste Lotfi

Bouchnak, dans le cadre d'une des soirées de la 38ème édition du Festival de la Médina de Tunis.

" Cette initiative ", a déclaré Mohamed Hedi Jouini, directeur général en charge du Théâtre de

l'Opéra et coordinateur général de la Cité de la Culture, " est un choix bien étudié et non arbitraire ", ajoutant que " ce n'est pas un hasard si la statue a été installée au même jour du concert de Lotfi Bouchnak " .

Il a par ailleurs précisé que vu les bons rapports humains et artistiques entre Lotfi Bouchnak et le regretté Ali Riahi, il était naturel de l'installer le jour même dans un geste symbolique.

En outre, Mohamed Hedi Jouini a expliqué que " cette statue sera le noyau d'un grand projet proposé par le musicien Mokdad Shili pour la création du Musée des Etoiles, qui exposera les effigies des plus importantes personnalités tunisiennes qui ont su se distinguer dans leur domaine " .

Par ailleurs, le directeur général en charge du Théâtre de l'Opéra et coordinateur général de la Cité de la Culture, a assuré que la ministre des Affaires culturelles, Hayet Guettat Guerhazi, a donné son approbation pour mener à bien ce projet en fonction notamment des accords signés entre la Tunisie et la Chine, pays où sont fabriquées ce genre de statues.

L'ancien président du syndicat national des chanteurs professionnels tunisiens, Mokdad Shili, s'est dit " heureux que le

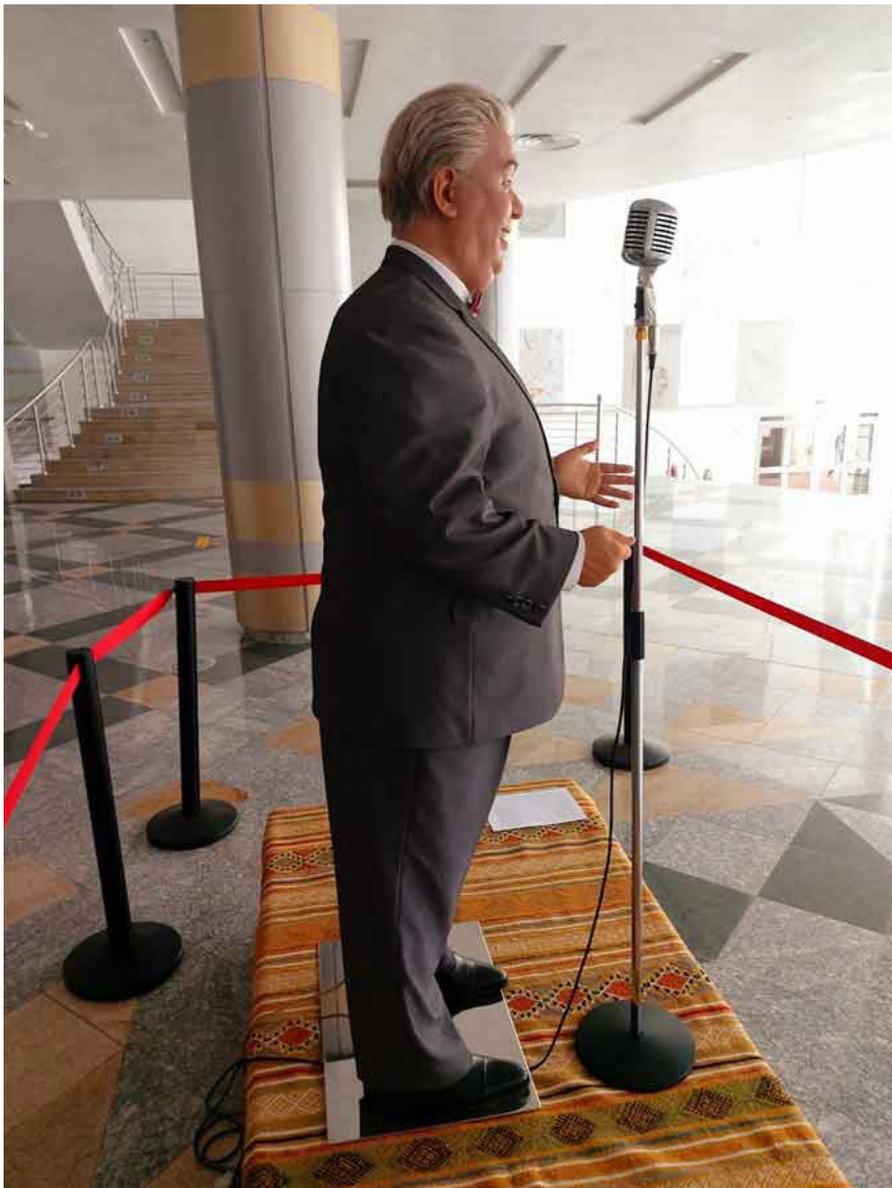


projet ait pu voir enfin le jour ", félicitant la ministre des Affaires culturelles pour l'intérêt soutenu accordé au projet qui a connu plusieurs difficultés pendant près de cinq ans. Il a, en outre, tenu à saluer les efforts du directeur général en charge du Théâtre de l'Opéra pour mener à bien ce projet.

" Ce sera un grand musée qui

attirera les touristes, car il est temps de promouvoir le tourisme culturel et de faire connaître les personnalités tunisiennes, notre pays, notre culture, notre civilisation et notre histoire ", a déclaré Mokdad Shili à l'agence TAP.

Il a souligné que la statue érigée en la mémoire d'Ali Riahi a été placée à la Cité de la culture



générations futures un musée qui fait connaître l'histoire du pays et contribuer à l'immortalisation de figures éminentes comme celles dans les musées de cire dans les grandes capitales telles que Paris, Londres, Hong Kong et d'autres ", a-t-il déclaré.

L'artiste Mokded Shili a révélé que le musée comprendra un département spécial réservé à la formation, ce qui constitue une première en son genre dès lors qu'il a été convenu entre les parties tunisienne et chinoise d'assurer une formation pour la jeunesse tunisienne dans le domaine de la fabrication de statues de cire pour les célébrités, soulignant à cet égard que la fabrication de ces statues est une spécialité chinoise par excellence.

De son côté, Mohamed Hedi Jouini a précisé à l'agence TAP que la création du département formation au sein du musée qui s'inscrit dans le cadre des orientations de la politique culturelle vers l'encouragement des nouvelles industries culturelles, sera effectué en vertu d'un accord de partenariat qui a été signé entre le ministère des affaires culturelles du côté tunisien et d'une société spécialisée du côté chinois.

pour être le noyau représentatif du futur musée des étoiles, qui devrait être installé dans la Cité et réunir des statues d'environ 35 personnalités tunisiennes qui ont laissé des traces dans l'histoire de notre pays dans différents domaines.

Selon la même source, le musée exposera également des statues de personnalités ayant marqué

différents domaines notamment de la science, de la politique, du sport et d'autres, tels que Habib Bourguiba, Farhat Hached, Ibn Khaldoun, Abou el Kacem Chebbi, Hédi Habbouba, Ismaïl El Hattab, Zina, Aziza, Mohammed Gammoudi, Abdelmajid Chetali etc.

" Le projet est presque prêt et on doit oeuvrer pour laisser aux

WEBMANAGERCENTER



AUDIENCE WMC PORTAIL (2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien
CSP+, Cadres, Dirigeants... associé à un ciblage large public (depuis 2000)

KIOSQUE

WEBMANAGERCENTER
Hebdo

n°3 Nouvelle formule - 04 Mai 2020



Abdelkrim Hizaoui

Quelle gouvernance post-coronavirus pour le secteur de la presse ?

| | | | |
|---|---|--|---|
| A LA UNE Le gouvernement a une peur bleue des mouvements sociaux» Abir Moussi | ENQUÊTES Le maintien du confinement au-delà d'avril aura des conséquences catastrophiques sur les entreprises | ACTUALITÉ Savoir comment sauver des entreprises et relancer l'économie, mais comment ? | SECTEURS Les exportations agricoles et alimentaires en baisse |
|---|---|--|---|

LeMag n°03

- «Le gouvernement a une peur bleue des mouvements sociaux» Abir Moussi
- Le maintien du confinement au-delà d'avril aura des conséquences catastrophiques sur les entreprises
- BCT: Sauver des entreprises et relancer l'économie, mais comment?
- Les exportations agricoles et alimentaires en baisse

WEBMANAGERCENTER
Le mag

Habib Karraoui n°15 Nouvelle formule - 10 Août 2020 - 1 Dinars



Asma GMATI

Le bonheur est dans le pré

| | | | |
|--|--|--|--|
| TRIBUNE L'arrêt de l'adhésion du groupe Phosphates Il faut sauver la Tunisie | A LA UNE Tunis Un nouveau quinquennat de perdu ? | DRIT DES AFFAIRES Le nouveau régime de l'Auto-Entrepreneur | TRE Nouvelles mesures au profit des Tunisiens Résidents à l'étranger |
|--|--|--|--|

LeMag n°15

- Asma GMATI : Le bonheur est dans le pré
- Il faut sauver la Tunisie
- Un nouveau quinquennat de perdu ?
- Le nouveau régime de l'Auto-Entrepreneur
- Nouvelles mesures au profit des Tunisiens Résidents à l'étranger

WEBMANAGERCENTER
Hebdo

n°6 Nouvelle formule - 23 Mai 2020



Habib Karraoui

Il y a une mauvaise évaluation de l'ampleur de la crise

| | | | |
|---|---|---|---|
| A LA UNE Brahmi 8 milliards de dinars de pertes | INTERVIEW Ouedraogo Nous avons besoin d'un Etat intelligent, stratège, décideur et bienveillant | ACTUALITÉS Le projet de l'identifiant unique est une étape importante | SECTEURS Des cliniques privées au bord de la faillite |
|---|---|---|---|

LeMag n°06

- Il y a une mauvaise évaluation de l'ampleur de la crise
- Tourisme : 6 milliards de dinars de pertes
- Crise Covid-19 : Nous avons besoin d'un Etat intelligent, stratège, décideur et bienveillant
- Le projet de l'identifiant unique est une étape importante
- Des cliniques privées au bord de la faillite

WEBMANAGERCENTER
Hebdo

n°4 Nouvelle formule - 11 Mai 2020

Crise du Covid-19

Le temps des réformes !



Belkhatim 2011

ECONOMIE TUNISIENNE

| | | | |
|--|--|--|---|
| A LA UNE Les scénarios Contraintes et scénarios de sortie de crise | A LA UNE La crise du COVID-19 déclenche-t-elle la consolidation tant attendue du système bancaire tunisien ? | FOCUS Le mécanisme de garantie des crédits destinés aux entreprises sinistrées | MARCHÉ FINANCIER Baisse des investissements étrangers |
|--|--|--|---|

LeMag n°04

- Dette Tunisienne: Contraintes et scénarios de sortie de crise Covid-19
- Le mécanisme de garantie des crédits destinés aux entreprises sinistrées
- La crise du COVID-19 déclenche-t-elle la consolidation tant attendue du système bancaire tunisien?
- Baisse des investissements étrangers

WEBMANAGERCENTER
Le mag

Habib Karraoui n°14 du 23 Août 2020 - 1 Dinars

Tunis

Qu'avons-nous fait au Bon Dieu ?



Belkhatim 2020

Tunis 2040 ? Le problème avec ce futur, c'est qu'il n'arrête pas de devenir présent ...

| | | | |
|--|---|---|--|
| OPINION Le pire bilan économique et social depuis l'indépendance | A LA UNE Gouvernement Des scandales, mais aussi de bonnes initiatives | ENTREPRISES & SECTEURS une situation grave qui nécessite d'agir | TRE Compétences tunisiennes dans le monde: Dr Cyrine Belkhatim en Suisse |
|--|---|---|--|

LeMag n°14

- Qu'avons-nous fait au Bon Dieu ?
- Le pire bilan économique et social depuis l'indépendance
- Gouvernance : Des scandales, mais aussi de bonnes initiatives
- Phosphates, une situation grave qui nécessite d'agir
- Compétences tunisiennes dans le monde : Dr Cyrine Belkhatim en Suisse

WEBMANAGERCENTER
Hebdo

n°5 Nouvelle formule - 15 Mai 2020



Mahmoud Ben Romdhane

La Tunisie connaîtra la plus grande récession de son histoire

| | | | |
|--|---|---|--|
| A LA UNE BTP Nous appelons l'Etat à assurer son rôle d'investisseur locomotive | ACTUALITÉS Un appui financier de 500 MDT au secteur touristique | SECTEURS Sauver le secteur des textiles tunisiens par les masques ? | CULTURE Télévision: N'était-ce pas mieux avant ? |
|--|---|---|--|

LeMag n°05

- BTP : «Nous appelons l'Etat à assurer son rôle d'investisseur locomotive»
- Un appui financier de 500 MDT au secteur touristique
- Coronavirus : Sauver le secteur des textiles tunisiens par les masques ?
- Télévision : N'était-ce pas mieux avant ?



LeMag n°19

- TU KONE KELKUN KI KONE KELKUN ?
- Crowdfunding : Tout sur les règles d'exercice de cette activité
- Sami Jallouli : L'industrie tunisienne subit une campagne de massacre sans précédent
- Endettement excessif des personnes physiques
- La solitude de la douleur



LeMag n°31

- Six hommes et la crise financière
- Bureaux de change 1,1 milliard de dinars collecté
- La transformation digitale du secteur bancaire
- Intelligence Artificielle Instadeep s'allie à BioNTech
- «Le disqualifié» de Hamza Ouni



LeMag n°30

- Agriculture: Des pépins et des solutions
- Habib Karaouli: Que chacun assume ses responsabilités!
- Notation L'avertissement de Fitch Rating
- Cuir et chaussure, un secteur à bout de souffle
- Investissements de la diaspora



LeMag n°17

- Économie tunisienne : Le diagnostic de Marouane El Abassi
- L'avenir politique incertain de la Tunisie
- Mohamed Salah : FRAD : Finie l'embauche directe
- Fonds de garantie des dépôts bancaires, c'est parti
- Raouf ENNAJI en son exil canadien



LeMag n°28

- Fayçal Derbal: Si nous n'osons pas les réformes, c'est le Club de Paris qui nous attend
- Les obstacles au développement des énergies vertes en Tunisie
- Start-up Act: Une start-up tunisienne développe une main bionique destinée à l'Afrique
- Hayyou'Raqz



LeMag n°29

- Habib Karaouli: Il faut éviter de casser le thermomètre Banque centrale
- L'environnement des affaires en Tunisie est alarmant
- La crise de la Covid-19 pèsera sur le bilan des banques
- Les start-up tunisiennes Ahkili et Ahmini, 1er prix du Grand Prix et Prix Féminin International
- La Tunisie Qui gagne



HORS-SÉRIE

ÉPARGNE & PLACEMENTS

EN TUNISIE



SUPPLÉMENT

